

Univerzita Palackého v Olomouci
Filozofická fakulta

Bakalářská práce

Olomouc 2011

Martin MAREK

Univerzita Palackého v Olomouci

Filozofická fakulta

LA QUESTION DE LA TURQUIE COMME MEMBRE DE L'UNION EUROPEENNE

*Analyse de la réalisation des critères de Copenhague et de l'influence de l'opinion publique
sur le processus de l'accession*

Bakalářská diplomová práce

Studijní program: Francouzština se zaměřením na aplikovanou ekonomii

Vedoucí práce: Mgr. Aurélie Dubois

Autor: Martin Marek

Olomouc 2011

Univerzita Palackého v Olomouci
Filozofická fakulta

Prohlášení

Místopřísežně prohlašuji, že jsem diplomovou práci na téma: "*Otázka Turecka jako členu Evropské unie : Analýza plnění Kodaňských kritérií a vlivu veřejného mínění na proces začleňování*" vypracoval samostatně pod odborným dohledem vedoucího diplomové práce a uvedl jsem všechny použité podklady a literaturu.

Proclamation sur l'honneur

Je déclare sur l'honneur que le présent mémoire est le résultat de mon propre travail et que toutes les sources bibliographiques utilisées sont citées.

V Olomouci dne.

Podpis

Univerzita Palackého v Olomouci
Filozofická fakulta

Remerciement

Je voudrais bien remercier ma professeur consultant Mgr. Aurélie Dubois de son attitude professionnelle et prévenante, de son assistance d'expert et son soutien morale.

Contenu

| | |
|--|----|
| Introduction | 8 |
| Partie théorique | 10 |
| 1. Introduction de la problématique | 10 |
| 1.1. L'histoire de la Turquie | 10 |
| 1.2. Potentiel d'élargissement de l'UE | 11 |
| 1.3. L'histoire du dialogue entre la Turquie et l'UE..... | 12 |
| 2. Les domaines problématiques..... | 14 |
| 2.1. Histoire et géographie | 14 |
| 2.2. La situation économique | 16 |
| 2.3. Les droits de l'homme, minorités ethniques..... | 21 |
| 2.4. Politique, relations internationales..... | 24 |
| 3. Les domaines en relation avec l'orientation vers l'est | 30 |
| 3.1. La société | 30 |
| 3.2. L'opinion publique..... | 33 |
| Partie Pratique | 37 |
| 4. Recherche de l'opinion publique sur la question de l'accession de la Turquie à l'UE | 37 |
| 4.1. Présentation | 37 |
| 4.2. Spécification de la recherche | 37 |
| 4.3. Résultats de la recherche | 38 |
| 4.4. Conclusion de la recherche | 43 |

| | |
|------------------------------|----|
| Conclusion..... | 45 |
| Resumé | 47 |
| Annotation | 49 |
| Sources..... | 50 |
| Sitographie | 50 |
| Bibliographie | 55 |
| Articles..... | 57 |
| Liste des abréviations | 58 |
| Liste des graphes..... | 59 |
| Graphes et Tables | 60 |
| Liste des Annexes..... | 69 |
| Annexes..... | 70 |

Introduction

Un problème discuté pendant longtemps au niveau de l'Union européenne est l'accès possible de la Turquie dans ses structures. En 2005 le pays devient un candidat officiel, mais les débats ont été commencés des dizaines d'années avant. Il s'agit d'un élargissement potentiel le plus controversé, principalement à cause d'un rôle important des nouveaux éléments comme la religion, la culture, les droits des minorités et aussi l'opinion publique. Pour le thème de mon mémoire, j'ai choisi justement la question de la Turquie comme membre de l'Union européenne. La raison est que je suis intéressé par des événements du Proche Orient et la Turquie est un pays qui fait un pont entre l'Occident et Orient. Le résultat de cette négociation peut influencer le chemin de l'UE dans le futur et les relations avec le monde islamique.

La problématique de ce travail est traitée par deux questions :

La Turquie est-elle un pays candidat, qui remplit tous les critères nécessaires pour entrer l'UE et donc est-elle prête?

Quand un jour l'UE jugera que la Turquie est un pays candidat satisfaisant qui pourra être incorporé, voudra-t-elle encore devenir membre?

Le but principal du travail est donc d'analyser la situation de la Turquie, si le pays satisfait les critères demandés par l'Union européenne au niveau de chaque secteur, et après confirmer ou refuser l'affirmation que le pays a la tendance de se tourner plus à l'Est.

Ces questions sont actuelles avec les circonstances toujours fluctuantes. La quantité des sources bibliographiques est donc très limitée et la majorité est en anglais. Le problème est élaboré principalement au niveau des articles scientifiques, des recueils ou comme des mentions dans des monographies s'occupant de l'UE ou des différences entre les cultures. Ce fait a compliqué un peu la recherche des sources et il a influé aussi l'utilisation fréquente des sources d'internet. Toutefois il y a des statistiques officielles sur l'internet qui permettent d'évaluer les chiffres les plus actuels.

Le travail est divisé en deux parties, la partie théorique et la partie pratique, comprenant quatre chapitres principaux. Le premier chapitre, divisé en trois sous chapitres, fait

connaissance avec l'histoire du pays, le potentiel de l'élargissement de l'UE et avec l'histoire de dialogue de l'accession entre la Turquie et l'UE. Le deuxième chapitre analyse la disponibilité de la Turquie au niveau des domaines particuliers. Le troisième chapitre parle de la tendance de la Turquie de se tourner vers l'Est pendant les dernières années et des deux domaines attachés, la société et l'opinion publique. Dans le cadre de la partie pratique, il y a seulement un seul chapitre qui s'occupe d'une recherche de l'opinion publique, qui a été fait en raison de ce travail.

Partie théorique

1. Introduction de la problématique

1.1. L'histoire de la Turquie

Quand on parle de la Turquie, on parle de la nouvelle Turquie qui est née en 1922. Elle succède l'Empire Ottoman qui existait depuis plus de 600 ans. L'empire occupait de grands territoires autour de la mer méditerranée (Afrique du nord, Proche Orient, Balkans).¹ Ça signifie qu'il influençait et était influencé par d'autres cultures variées. Cet héritage donne à la Turquie la position d'un carrefour culturel.

Depuis le 16^e siècle l'Empire Ottoman a le caractère d'un pays islamique propre avec le pouvoir principal d'un califat.² Ça signifiait une politique dirigé par élément religieuse et une perception différente des droits de l'homme, notamment des droits des femmes,³ qui sont dans nos jours des problèmes très discutés. Depuis l'année 1922, quand un gouvernement nationaliste déclare qu'il reprend la place de l'Empire Ottoman après la conférence de Lausanne, commence une nouvelle étape de l'histoire, de l'État moderne. Une année après *Mustafa Kemal Atatürk* fonde la république avec la nouvelle constitution de 1924. Cette personnalité forte a influencé le développement de la Turquie jusqu'à sa mort en 1938.⁴ Cette époque est dans nos jours connue comme *kemalisme*, après la pratique politique de son fondateur, basée sur « six flèches de kemalisme : populisme, républicanisme, nationalisme, sécularisme,⁵ étatismisme et réformisme. »⁶ Les changements profonds comprenaient l'abolition du califat et du droit islamique, l'implantation d'une nouvelle législation, l'introduction de l'alphabet latin et du calendrier grégorien, un nouveau système d'éducation etc. Le but était la création d'une nouvelle identité de la nation orientée vers l'Ouest.⁷

Après la deuxième guerre mondiale la tendance de convergence avec l'Ouest continue par l'appartenance à l'OTAN (1951), le rapprochement vers la Communauté européenne

¹ HITZEL, Frédéric: *Osmanská říše*. Praha 2005, p. 16–17.

² HITZEL, F.: c. d., p. 138–139.

³ Idem, p. 234–236.

⁴ KREISER, K.: c. d., p. 183–184.

⁵ La notion est expliqué dans la chapitre *Histoire et géographie*.

⁶ HUNTINGTON, Samuel, P.: *Střet civilizací*. Praha 2001, p. 163–164.

⁷ HUNTINGTON, P. S.: c. d., p. 164.

par la demande de l'association et par la création du *CENTO* (*Central Organisation Treaty*). Ce Traité avec les États-Unis et l'Angleterre était ciblé vers l'URSS et les territoires riches à pétrole. Mais aussi dans cette période là, le conflit avec la Grèce de Chypre commence à jouer un rôle considérable.⁸ Ce conflit de longue durée, quand les deux pays réclament les territoires de l'île, n'a pas seulement influencé les relations avec la Grèce mais aussi l'avis des pays de l'ouest et donc aussi le dialogue de l'accession à l'UE.

La deuxième moitié du vingtième siècle est aussi caractérisée par ce qu'on peut appeler une « démocratie militaire ».⁹ Depuis la fondation de la république jusqu'en 1989, hors années 50, il y avait au poste de la tête d'État les anciens fonctionnaires militaires. Après l'année 1961 le naturel militaire est encore fortifié grâce au *Conseil de la sécurité nationale*, qui devient une autorité constitutionnelle. Ce conseil a été lentement affaibli jusqu'aujourd'hui par un changement des compétences et de la proportion parmi les représentants militaires et civils. Les hommes politiques actuels se distancent de l'armée et disent qu'il n'y a pas de place pour eux dans la législation. Toutefois il y a toujours l'influence de l'armée dans la politique, qui est critiquée par l'UE. La réforme constitutionnelle qui va prendre sa valeur en 2012 devrait améliorer la situation au niveau des demandes de l'UE.¹⁰

1.2. Potentiel d'élargissement de l'UE

La question d'élargissement suivante est problématique et indistincte. En raison de la crise économique et financière et des autres circonstances, il n'existe pas de date ni de candidat concret à l'accession. Les négociations de l'accession ont été ouvertes avec trois pays, la *Turquie* et la *Croatie* en octobre 2005 et l'Islande en juin 2010 suivis des deux États avec le même statut de pays candidat la *Macédoine* et le *Monténégro*. Plusieurs États balkaniques sont marqués comme candidats potentiels, l'*Albanie*, la *Bosnie-Herzégovine*, la *Serbie* et le Kosovo.¹¹ Tous les pays qui aspirent à être membres de l'UE

⁸ KREISER, K.: c. d., p. 213.

⁹ Idem, p. 208.

¹⁰ *Turkey's constitutional referendum, Erdogan pulls it off*. In: The Economist, 13/9/2011, http://www.economist.com/blogs/newsbook/2010/09/turkeys_constitutional_referendum (28. 3. 2011)

¹¹ *Les pays sur la voie de l'adhésion*. In: Commission européenne, Élargissement, http://ec.europa.eu/enlargement/the-policy/countries-on-the-road-to-membership/index_fr.htm (24. 1. 2011)

ont du retard en économie et politique et donc leurs termes de l'accèsion sont toujours très lointains.¹² Le pays le plus controversé et discuté des pays candidats est sans doute *la Turquie*.

1.3. L'histoire du dialogue entre la Turquie et l'UE

La Turquie a déjà demandé son incorporation dans l'UE dans le passé et a signé en 1964 l'accord d'association avec la Communauté Européenne. Mais le dialogue a été brisé après l'invasion de Chypre en 1974 et d'un coup d'État militaire six ans après.¹³ Le débat de l'accèsion avec la Turquie est donc le plus long dans toute l'histoire de l'UE à cause de plusieurs domaines conflictuels fondamentaux comme l'économie, la grande population, la religion, les droits de l'homme, l'influence de l'armée dans la politique, la stabilité dans la région et les relations avec des pays voisins etc.¹⁴

Quand on parle d'un élargissement de l'UE on parle principalement des *critères de Copenhague*¹⁵ définis au Conseil européen à Copenhague en 1993. Il s'agit des exigences pour les pays candidats dans trois domaines: l'économie, la politique avec la justice et les *acquis communautaires*. Les critères contiennent une garantie de la démocratie, des droits de l'homme et des minorités et de l'État de droit, puis l'économie stable capable de résister à la concurrence sur le marché européen. Le pays candidat doit aussi montrer son intérêt de rapprochement aux valeurs de l'UE par l'adoption des mesures nécessaires.¹⁶

Par rapport aux *critères de Copenhague* et la Turquie on parle le plus souvent de la première partie, le caractère démocratique et les droits de l'homme. Il s'agit du pouvoir

¹² CHUKA, Hana: *EU a Balkán: Blýská se na lepší časy?* In: Euroskop.cz, <http://www.euroskop.cz/46/15008/clanek/eu-a-balkan-blyska-se-na-lepsi-casy/> (24. 1. 2011)

¹³ FIALA, P.: c. d., p. 188.

¹⁴ GERGELOVÁ, Angelika: *Členství Turecka v EU – výzva pro obě strany*. In: TUNKROVÁ, Lucie – ŠARADÍN, Pavel (eds.): *Turecko a Evropská unie: česká a turecké perspektiva*. Olomouc, Univerzita Palackého v Olomouci 2007, p. 29–31.

¹⁵ European Council in Copenhagen – 21–22 June 1993 - conclusions of the presidency. In: Europa.eu, <http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=DOC/93/3&format=HTML&aged=1&language=EN&guiLanguage=en> (10.2.2011)

¹⁶ *Les critères d'adhésion*. In: Commission Européenne, Élargissement, http://ec.europa.eu/enlargement/enlargement_process/accession_process/criteria/index_fr.htm (2. 4. 2011)
FIALA, Petr – PITROVÁ, Markéta: *Evropská Unie*. Brno 2009, p. 155–156.

de l'armée, qui a été déjà mentionné, des droits de femmes à cause de l'histoire reliée avec le califat de l'Empire Ottoman et de la minorité des Kurdes, qui était discriminée pendant le dernier siècle et n'était pas officiellement reconnue.¹⁷ Un deuxième grand problème est l'économie orientée vers l'agriculture, qui peut, à cause de son volume important, influencer le marché commun. Le pays a des problèmes avec la stabilité, le chômage, l'effectivité et l'inflation.¹⁸

Il apparaît qu'après la période de paralysie des dialogues, la Turquie enregistre un rapprochement rapide vers les standards européens de 2001 à 2004 et le pays se dirige vers les *critères de Copenhague*.¹⁹ Toutefois le facteur de l'opinion publique commence à jouer un rôle important à cause d'une baisse rapide du soutien à l'entrée dans l'UE de la Turquie.²⁰ La patience précédente de la Turquie se décline, il apparaît la une renaissance de l'islam et le pays se tourne de plus en plus vers l'Est. Car ce pays a un grand potentiel de devenir le porte-parole du monde islamique.²¹ La question qui se pose donc est que, quand un jour l'UE jugera que la Turquie est un pays candidat satisfaisant, si la Turquie voudra-t-elle encore en devenir membre.

¹⁷ SIEGL, Erik: Výzva kurdské otázky. Mezinárodní politika, 9/2007, p. 12–14.

¹⁸ *Turecko, Ekonomická charakteristika země*, In: Ministerstvo zahraničních věcí České republiky, http://www.mzv.cz/jnp/cz/encyklopedie_statu/evropa/turecko/ekonomika/ekonomicka_charakteristika_zeme.html (31.1.2011)

¹⁹ KREISER, Klaus – NEUMAN, K. Christoph: *Dějiny Turecka*. Praha 2010, p. 217.

²⁰ Le soutien a diminué de 60% en 2004 à 43% en 2006. TUNKOVÁ, Lucie: *L'enfer c'est les autres: nová dynamika ve vztazích UE a Turecka*. In: TUNKOVÁ, Lucie – ŠARADÍN, Pavel (eds.): *Turecko a Evropská unie: česká a turecké perspektiva*. Olomouc 2007, p. 93. ; Le sujet de l'opinion publique est analysé plus en détail dans le chapitre sur l'opinion publique et dans la partie pratique.

²¹ HUNTINGTON, P. S.: c. d., p. 208–209.

2. Les domaines problématiques

Dans tous les cas des élargissements précédents et dans tous les cas des pays accesseurs, il y avait des domaines problématiques. Comme il a été mentionné, depuis l'année 1993, le processus de l'entrée d'un nouveau pays se dirige d'après les critères de Copenhague. On va réviser les domaines principaux, l'économie, la démocratie au niveau des droits de l'homme et au niveau politique. Il y a des doutes dans chaque domaine, mais il faut commencer par une question, hors des critères, qui est au début des débats. C'est la question de l'appartenance de la Turquie au continent européen.

2.1. Histoire et géographie

Beaucoup de personnes se posent tout d'abord la question, si la Turquie appartient à l'Europe historiquement et géographiquement. Ils argumentent que la plupart du pays est située en Asie Mineure et ça veut dire hors Europe. L'autre contradiction plus ou moins injustifiée dit que cet État appartient historiquement au monde islamique, ce qui signifie aussi un emplacement derrière la frontière de l'UE. Ce qui est paradoxal, est que le christianisme ni le judaïsme ne soit né en Europe, donc c'est le même cas que l'Islam.²²

Histoire

L'Empire Ottoman a influencé sans doute la formation de l'Europe et de son identité. Il a joué un rôle spécifique dans toute l'histoire et était une puissance importante au niveau de l'équilibre des forces en Europe. En plus les Grands Turcs, les sultans, se considéraient comme les Européens portant le titre « Le sultan de l'Islam et la Rome de l'Est ». Grâce à cette identification l'empire se place en beaucoup de cas au côté de l'Europe contre les autres comme la Chine, l'Inde et l'Amérique latine et dans l'empire même il n'existait aucun sentiment anti-européen important. Il est vrai que les Turcs dominent toujours comme étant étrangers ou « les autres » dans la pensée européenne et ils ont lutté

²² LAÇINER, Sedat – ÖZCAN, Mehmet – BAL, İhsan: *European Union with Turkey: The possible impact of Turkey's membership on the European Union*. Ankara 2005, p. 16.

beaucoup de fois contre l'Europe, mais ils sont les plus proches de l'Europe parmi les pays islamiques et aussi parmi les civilisations mondiales déjà mentionnées.²³

La Turquie voulait totalement se séparer de l'Empire Ottoman et ses guerres conquérant vers l'Europe par le *sécularisme*²⁴ de Mustafa Kemal Atatürk commencé en 1923 par la fondation de la république et l'abolition du califat. Elle se réfère à l'antiquité que c'est une source importante de leur culture. En rapport avec cette époque là il apparaît aussi des théories pseudo-scientifiques supportant l'appartenance à l'Europe comme celle-ci, sous l'influence des théories de race européenne, disant que les Turcs ne sont pas des Asiatiques mais des Indo-européens, parce qu'ils ont un crâne brachycéphale correspondant aux Européens. Il faut voir tout ça dans le contexte de réformation du pays comme une aspiration à devenir une partie de l'Europe.²⁵ Pendant le vingtième siècle la Turquie a montré qu'elle voulait sérieusement devenir un pays de type de l'ouest. Ils commencent par des réformes intérieures, qui ont pour but la sécularisation du pays et la transformation en un État moderne. Après la deuxième guerre mondiale, la politique étrangère de la Turquie montre son intérêt clair de se diriger vers l'ouest. Ils se sont rapprochés de la Grande Bretagne, des États-unis et ils sont devenus pays membre de l'OTAN, donc ils se sont séparés de l'URSS. En 1964 ils signent l'accord d'association avec la Communauté Européenne.²⁶ De l'autre côté, il y a beaucoup de questions qui ne correspondent pas à la conception de la démocratie européenne, dont on va parler dans les chapitres suivants.

Géographie

L'aspect géographique est depuis assez longtemps insignifiant dans l'époque de globalisation et l'argument sans valeur. Si on veut être précis, géographiquement l'Europe

²³ LAÇİNER, S.: c.d., p. 17.

²⁴ La sécularisation est souvent définie comme un des aspects de transformation de la société traditionnelle à la société moderne. C'est un processus de perte d'importance sociale de la religion et une séparation du pouvoir spirituel de la politique. Le *sécularisme* est donc une pratique politique reliée avec une idéologie qui fait sienne les idées de la sécularisation. LUŽNÝ, Dušan: *Náboženství a moderní společnost: sociologické teorie modernizace a sekularizace*. Brno 1999, p. 64–65.

²⁵ KUČERA, Petr: *Hledání evropských kořenů turecké identity: Západ a Východ v kemalistickém modernizačním projektu*. In: TUNKROVÁ, Lucie – ŠARADÍN, Pavel (eds.): *Turecko a Evropská unie: česká a turecké perspektiva*. Olomouc, Univerzita Palackého v Olomouci 2007, p. 8–23.

²⁶ KREISER, K.: c. d., p. 195–217.

comme un terrain n'existe pas. Comme une grande péninsule, l'Europe appartient au continent de l'Euro-Asie avec les autres grandes péninsules d'Arabie ou d'Inde. Les civilisations de la Grèce, de la Rome etc. ne se jugeaient pas historiquement comme les civilisations européennes mais comme méditerranéennes où on peut insérer la Turquie aussi.²⁷ Il faut mentionner cet aspect parce que la demande du Maroc a été refusée à cause du fait qu'il ne soit pas un pays européen.²⁸

Conclusion

La question de l'appartenance historique de la Turquie à l'Europe est plus importante et relevante que les débats douteux sur la situation géographique de l'État, qui pourrait paraître primordiale à première vue. C'est vrai que globalement cet aspect n'est pas négligeable, comme on peut voir dans le cas du Maroc, mais dans le cas de la Turquie, il est plutôt franchi. Quelques sceptiques peuvent argumenter que le pays est constitué sur l'héritage de l'Empire Ottoman, qui a été basé sur une culture et une religion historiquement différentes. De l'autre côté il est vrai que cet empire a influencé au minimum la méditerranée. Ce qui est important c'est que pendant le dernier siècle le pays a montré son intérêt de se séparer de l'histoire de l'Empire Ottoman et de devenir un pays de type de l'Ouest. Sans doute il y a un lien proche entre la Turquie et l'Europe. Toutefois, il y a les domaines liés à l'histoire, la culture et de la religion, qui sont plus controversés et dont on va parler dans les chapitres suivants.

2.2. La situation économique

La Turquie se classe parmi la vingtaine de pays économiques les plus importants du monde, alors dans le cadre de l'UE elle prendrait la sixième place. L'économie de la Turquie peut être caractérisée aujourd'hui comme une économie de marché agricole et industrielle. Le système est plus ou moins libéralisé et il fait partie de l'union douanière avec l'UE.²⁹ Le pays est un partenaire commercial très important. Mais les calculs

²⁷ LAÇINER, S.: c. d., p. 16.

²⁸ GERGELOVÁ, A.: c. d., p. 39.

²⁹ La Turquie utilise le tarif douanier communautaire de l'UE par rapport aux tiers pays (bien qu'il y ait certaines différences avec l'union douanière standard). *Turecko, Ekonomická charakteristika země*, In:

montrent que, en cas de l'accession à l'UE, la population augmenterait de 20% en comparaison avec le PIB qui seulement de 4%.³⁰

PIB

Une crise économique dans les années 2001 et 2002, quand la situation politique à évoqué l'instabilité sur le marché financier et la banqueroute de la banque centrale en est le témoignage. Comme solution il a fallu emprunter des milliards au FMI, à la Banque mondiale et aux États-Unis.³¹ L'endettement de l'État touchait le niveau de 70% de PIB et la croissance dans les années passées était en grande partie conditionnée par les emprunts.³²

Jusqu'à l'éclatement de la crise économique et financière mondiale, la Turquie accusait une croissance des plus rapides au niveau mondial. De l'autre côté, à long terme elle se présente comme plutôt instable.³³ La crise économique mondiale affecte le pays avec un certain retard. La fin de l'année 2008 et puis notamment l'année 2009 est marquée par la décroissance du PIB de -4,7%. Ce manquement a été rapidement compensé l'année suivante, quand la croissance du PIB était positive de nouveau, mais ça ne signifie pas la condition totale de l'économie. L'industrie a chuté et tout l'export par rapport à l'import aussi. La balance commerciale est donc en déficit, l'export couvre l'import seulement de deux tiers, et les producteurs doivent se fier à la demande locale. En plus le taux d'inflation a été pendant longtemps de niveau élevé.³⁴ Toutefois les experts prévoient

Ministerstvo zahraničních věcí České republiky,

http://www.mzv.cz/jnp/cz/encyklopedie_statu/evropa/turecko/ekonomika/ekonomicka_charakteristika_zeme.html (31.1.2011)

³⁰ KREISER, K.: c. d., p. 217.

³¹ PIRICKÝ, Gabriel: *Turecko*. Praha 2006, p. 146.

³² STUDNICKÁ, Zuzana: "*Turecký pochod za lepšími časy*". *Mezinárodní politika*, 9/2007, p. 15.

³³ *Real GDP growth rate*. In: European Commission, EUROSTAT,

<http://epp.eurostat.ec.europa.eu/tgm/table.do?tab=table&init=1&plugin=1&language=en&pcode=tsieb020> (31. 1. 2011)

³⁴ *Turecko, Ekonomická charakteristika země*. In: Ministerstvo zahraničních věcí České republiky,

http://www.mzv.cz/jnp/cz/encyklopedie_statu/evropa/turecko/ekonomika/ekonomicka_charakteristika_zeme.html (31.1.2011)

que la Turquie pourrait dans vingt ans s'égaliser à la première dizaine de pays au niveau économique, aussi en raison de son potentiel démographique augmentant.³⁵

Ce qui est positif est que la Turquie ne souffre pas de la crise bancaire, grâce au peu de crédits réalisés, et bien sûr la croissance du PIB, qui apporte des recettes pour le budget d'État. Le Fond Monétaire International recommande à la Banque centrale l'augmentation du taux d'intérêt, de réduction de la demande locale et des dépenses publiques et de création des réserves. C'est aussi important de restructurer le marché du travail concernant la libéralisation des contrats des employés.³⁶ Toutes ces mesures devraient conduire l'économie du pays vers la stabilité et vers la réalisation des critères.

Le niveau de vie d'un citoyen turc ne correspond pas aux chiffres perspectifs de la croissance du PIB. Par contre le PIB par personne oscille pendant les dix derniers ans entre 30% et 47% de moyenne de l'UE.³⁷ L'abaissement total de la moyenne européenne en cas d'accession de la Turquie est évalué à 9%, à quoi correspond l'année 2004 quand les États moins développés de l'Est ont été rattachés à l'Ouest plus riche.

Caractère de l'économie

Il y a un grand problème également concernant le domaine économique et c'est la grosse disproportion entre l'Est et l'Ouest du pays. L'Ouest comme moteur d'économie de la Turquie représente 80% de production. Par contre la partie de l'Est est caractérisée par un développement faible et une orientation vers l'agriculture. Le secteur primaire est extensif, improductif, technologiquement retardé et emploie 30% de la population. C'est un chiffre qui ne correspond pas à la moyenne européenne, dont 5% des employés sont dans l'agriculture, et ce tiers de la population produit seulement 11% du PIB.³⁸

³⁵ BÖHM, Wolfgang: *Turecko, kandidát s rezervací v první řadě*. In: Presseurop, 28/9/2010, <http://www.presseurop.eu/cs/content/article/348331-turecko-kandidat-s-rezervaci-v-prvni-rade> (11. 4. 2011)

³⁶ *Turecká ekonomika 2010 z pohledu MMF*. In: Businessinfo.cz, <http://www.businessinfo.cz/cz/clanek/turecko/turecko-ekonomika-vyvoj-mmf-doporuceni/1000802/57570/> (14. 3. 2011)

³⁷ *GDP per capita in PPS*. In: European Commission, EUROSTAT, <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/tgm/table.do?tab=table&init=1&plugin=1&language=en&pcode=tsieb010> (1. 2. 2011)

³⁸ STUDNICKÁ, Z.: c. d., p. 15–16.

Le chômage en Turquie oscillait notablement au dessus de la moyenne européenne dans les années passées (la fin de l'année 2009: EU 9.5% ; la Turquie 13.1%), mais les chiffres plus récents indiquent plus ou moins le même niveau (octobre 2010: EU 9.6% ; la Turquie 10.4%).³⁹ La plupart des chômeurs est formée de jeunes qui sortent de l'école. Le niveau de chômage parmi les jeunes entre l'âge de 15 à 24 ans circule autour de 20%.⁴⁰

Potentiel de l'union monétaire

C'est peut-être prématuré de parler de l'entrée de la Turquie dans l'union monétaire et avec les problèmes graves récents de la Grèce et les autres éléments faibles de la zone euro, c'est plutôt une illusion. Depuis l'année 1993, après la ratification du Traité de Maastricht en 1992, les critères de convergence entrent en valeur. Il s'agit de critères économiques, qui doivent être réalisés par les pays membres quand ils veulent entrer dans la zone euro.⁴¹ Les critères de convergence ou Critères de Maastricht comportent 1) la stabilité des prix avec une inflation qui ne peut pas être plus élevée qu' 1,5% par rapport aux trois meilleurs États de l'UE, 2) la stabilité des finances publiques sans déficit public important 3) la stabilité au niveau du taux de change qui doit rester constant sans dévaluation pendant deux ans et 4) le niveau du taux d'intérêt à long terme, qui doit être inférieur à 2% de celui des trois meilleurs États.⁴² Le niveau d'inflation de l'année passée en Turquie était plus haut que dans tous les pays européens (8,6%).⁴³ Le taux d'intérêt de la banque centrale de la Turquie est aussi beaucoup plus élevé que dans l'UE (zone euro

³⁹ *Harmonised unemployment rate by gender – total*. In: European Commission, EUROSTAT, <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/tgm/table.do?tab=table&language=en&pcode=teilm020&tableSelecti on=1&plugin=1> (2. 2. 2011)

⁴⁰ *Turecko, Ekonomická charakteristika země*. In: Ministerstvo zahraničních věcí České republiky, http://www.mzv.cz/jnp/cz/encyklopedie_statu/evropa/turecko/ekonomika/ekonomicka_charakteristika_zeme.html (31.1.2011)

⁴¹ FIALA, P: c. d., p. 133.

⁴² *Critères de convergence*. In: Banque centrale européenne, <http://www.ecb.int/ecb/orga/escb/html/convergence-criteria.fr.html> (1. 4. 2011)

⁴³ *Annual average rate of change in Harmonized Indices of Consumer Prices*. In: European Commission, EUROSTAT, <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/tgm/graph.do?tab=graph&plugin=1&language=en&pcode=tsieb060&toolbox=type> (1. 4. 2011)

1%, la Turquie 6,5%).⁴⁴ C'est évident, en vue de ces chiffres de ces exemples, que la Turquie est vraiment très loin de l'Euro.

Conclusion

L'économie de la Turquie généralement est un des points critiques, qui freine et complique son accession à l'UE. Sa structure n'est pas équilibrée et standardisée par l'aspect géographique et non plus par la proportion de mains d'œuvre dans les secteurs particuliers. Les facteurs fondamentaux pour la possibilité d'incorporation à l'UE comme le chômage, la croissance de PIB à long terme et la stabilité économique n'aboutissent pas au niveau demandé. La disproportion entre la population nombreuse et l'économie inefficace est naturellement inquiétante. C'est vrai que quelques chiffres déjà cités indiquent une amélioration, par exemple le chômage qui est comparable avec la moyenne de l'UE. La croissance du BIP est également de niveau élevé, mais il est difficile de dire comment elle va varier à long terme en liaison avec le caractère de l'économie. Cependant, il reste des problèmes structureux concernant l'orientation de l'économie vers l'agriculture, qui est extensive, des insuffisances sur le marché du travail (salaires déséquilibrés, création des emplois insuffisante, etc.) et le chômage très élevé parmi les jeunes, qui sont sortis des écoles. En plus il est nécessaire de compter avec le développement démographique expansif dans toutes les questions économiques. L'économie de la Turquie est fort en volume et en croissance de PIB mais faible en stabilité et en compétitivité. Le rapprochement est en partie causé par la crise économique, qui n'a pas si beaucoup touché le pays comme l'UE. Je dirais que le pays serait plutôt une charge pour l'UE qu'un bénéfice, ne comptant pas l'élargissement du territoire de vente qui est déjà assuré par l'union douanière. C'est en raison des paiements pour supporter l'agriculture vaste et extensive et de la menace de migration des chômeurs. Il y a des indicateurs pour et contre, mais il nous paraît que la Turquie ne semble pas prête économiquement.

⁴⁴ *World Interest Rates Table*. In: World interest rates, <http://www.worldinterestrates.info/> (1. 4. 2011)

2.3. Les droits de l'homme, minorités ethniques

La minorité des Kurdes

Peut-être le problème le plus discuté par rapport à l'accèsion de la Turquie à l'UE sont les droits de l'homme et notamment les droits des minorités nationales, qui pour la première fois recouvrent une dimension essentielle pendant les débats de négociation. On parle principalement de la minorité des Kurdes comprenant environ quinze millions, qui n'était pas officiellement reconnue.⁴⁵ La réalisation des *critères de Copenhague*⁴⁶ conditionnant l'entrée dans l'UE de la Turquie est particulièrement controversée dans ce domaine. Des réformes réservées et insuffisantes qui devraient assurer les droits des Kurdes sont sabotées par les forces armées, la justice et les associations et donc elles ne sont pas très effectives. Quelques représentants frontaux de l'État comme par exemple le chef d'État-Major Général de l'armée turque Yasara Büyükanita ne reconnaît pas l'existence de la minorité des Kurdes.⁴⁷

La conservation de l'État turc a toujours été prioritaire. Dans *La constitution de la République de la Turquie* la notion d'*indivisibilité de l'État* joue un rôle très important et elle y apparaît fréquemment.⁴⁸ Ça signifie le retrait de quelques éléments qui peuvent menacer le but principal. En pratique, c'est la répression de l'Islam et de la minorité ethnique des Kurdes. Depuis les dix dernières années, l'État turc passe par la libéralisation de l'économie et par la démocratisation. Paradoxalement c'est le mouvement islamique modéré représenté par la *Partie de la Justice et du Développement (AKP, Adalet ve Kalkınma Partisi)* qui est devenu synonyme des réformes politiques et économiques et qui a ouvert le chemin vers l'EU en 2005.⁴⁹

⁴⁵ Il y a seulement trois minorités officiellement reconnues: Arméniens, Juifs et Grecs orthodoxes. Le dogme a été donné dans «*la doctrine d'indivisibilité de la nation turque*», qui a considéré les Kurdes comme des Turcs, pour éviter le nationalisme kurde et afin d'assurer l'unité de la nation et de l'État. SIEGL, Erik: *Výzva kurdské otázky. Mezinárodní politika*, 9/2007, p. 12.

⁴⁶ *European Council in Copenhagen – 21–22 June 1993 - conclusions of the presidency*. In: Europa.eu, <http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=DOC/93/3&format=HTML&aged=1&language=EN&guiLanguage=en> (10.2.2011)

⁴⁷ SIEGEL, E.: c. d., p. 12–13.

⁴⁸ *The Constitution of the Republic of Turkey*. In: Constitutional Court of the Republic of Turkey, http://www.anayasa.gov.tr/images/loaded/pdf_dosyalari/THE_CONSTITUTION_OF_THE_REPUBLIC_OF_TURKEY.pdf (21. 3. 2011)

⁴⁹ TUNKOVÁ, L.: *L'enfer...*, p. 90–91.

La lutte pour les droits des Kurdes est reliée au phénomène de terrorisme, qui apparaît dans la région depuis ces dernières années en degré élevé. On parle du *Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, Partiya Karkerên Kurdistan)*, qui a déterminé son but primaire comme la création de l'État indépendant des Kurdes par l'unification des territoires d'Irak, d'Iran, de Syrie et de Turquie habités par l'ethnie des Kurdes.⁵⁰ Ce groupement est perçu dans l'Ouest comme une organisation terroriste avec des tendances séparatistes. Ils imposent leur politique contre la discrimination par des moyens extrêmes, violents et par des attaques terroristes.⁵¹ Comme la réaction aux actions discriminatoires, il apparaît déjà des rébellions nombreuses dont la plus grande a eu lieu en 1984. La répression de ces actions a déjà coûté beaucoup d'argent et en plus elles ont affaibli l'image de la Turquie comme un pays en voie de démocratie. D'après *The Economist* il faut profiter de toutes les possibilités pour trouver la solution à ce problème d'une façon pacifique, qui apparaît rarement dans l'histoire de ce pays. Ça peut être possible avec le gouvernement actuel de Recep Tayyip Erdogan, qui peut compter avec le soutien de l'armée.⁵² Le soutien de cet élément était nécessaire, toutefois la nouvelle constitution adoptée l'année dernière diminue la puissance de l'armée⁵³, donc il sera peut-être plus aisé de résoudre la question sans cette institution, qui avait des opinions discriminatoires envers l'Islam et les Kurdes. Il faut ajouter que la plupart des Kurdes ont voté pour AKP, et non pour PKK, ni même pour les nationalistes kurdes regroupés dans le *Parti de la société démocratique (DTP, Demokratik Toplum Partisi)*, qui a défendu plusieurs fois les actions de PKK dans le passé. Par cet acte, les Kurdes ont donc montré leur distance avec des idées extrémistes.⁵⁴

Grâce à la pression de Bruxelles, quelques mesures ont déjà été établies et elles devraient rapprocher le pays vers la réalisation des critères de l'EU comme l'abolition de la peine de mort, la présence de l'enseignement de la langue ethnique des Kurdes dans les écoles

⁵⁰ Voir *Annexe no.3 : Carte des territoires habités par Kurds*.

⁵¹ SIEGEL, E.: c. d., p. 12–14.

⁵² CHUKA, Hana: *Turecko a Kurdové: Nihayet barış?*. In: Euroskop.cz, 7/ 9/ 2009,

<http://www.euroskop.cz/46/13433/clanek/turecko-a-kurdove-nihayet-bar-305/> (15. 3. 2011)

Turkey and the Kurds, Peace time?. In: The Economist, 29/ 8/ 2009,

http://www.economist.com/node/14313719?story_id=E1_TQTPSTJ (21. 3. 2011)

⁵³ Q&A: Turkey's constitutional referendum. In: BBC News, 12/9/2011, <http://www.bbc.co.uk/news/world-europe-11228955> (28. 3. 2011)

⁵⁴ TUNKOVÁ, L.: *L'enfer...*, p. 91.

privées ou les émissions télévisées et radiophoniques diffusées dans cette langue, qui était interdite dans le passé. Toutefois il est évident que la majorité de la société ne fait pas sienne les valeurs des droits de l'homme pour les minorités dans la réalité.⁵⁵

Génocide des Arméniens

Au niveau des droits de l'homme, il y a aussi une question concernant le *génocide des Arméniens*. Il s'agit d'une série de conflits entre la Turquie et l'Arménie entre les années 1915 et 1917. À peu près 1 200 000 Arméniens ont été massacrés et on parle souvent du premier génocide dans l'histoire.⁵⁶ Le Parlement européen en 2005 a porté une demande de reconnaissance de cet événement comme une condition pour devenir membre de l'UE. Cette décision a été abolie plus tard par la Cour de justice de l'UE⁵⁷, mais elle est toujours un point sensible.

Les droits des femmes

Quand on parle des droits de l'homme, il est nécessaire de mentionner la question des droits des femmes, qui est souvent discutée. Entant que commissaire pour l'Élargissement et la politique européenne de voisinage Štefan Füle a dit dans son exposé au Parlement européen l'année dernière que la Turquie n'était plus un pays polygame, avec l'isolation des femmes et avec une position supérieur de l'homme comme dans l'Empire Ottoman un siècle plus tôt.⁵⁸ La Turquie avait déjà constitué le droit de vote pour les femmes déjà en 1930, ce qui est plus tôt que beaucoup d'États européens. C'est aussi le premier pays du monde à avoir mis une femme en position de juge de la Cour suprême. Le code civil et le Comité parlementaire pour l'égalité des hommes et des femmes garantissent les droits fondamentaux des femmes. En réalité il faut encore améliorer la situation sur le marché du travail, ça veut dire éliminer la discrimination par rapport à

⁵⁵ GERGELOVÁ, A.: c. d., p. 40–41.

⁵⁶ Plus de cette problématique voir CHALIAND, Gérard – TERNON Yves: *Le génocide des Arméniens*. Bruxelles 1980, 192p.

⁵⁷ TUNKOVÁ, L. : *L'enfer...*, p. 88.

⁵⁸ HITZEL, F.: c. d., p. 234–236.

l'embauche des nouveaux employés et équilibrer les salaires des hommes et des femmes. Il s'agit aussi de l'éducation où il faut donner les mêmes conditions aux femmes.⁵⁹

Conclusion

Il semble que la situation en Turquie au niveau des droits de l'homme se soit améliorée. La question la plus importante sur la discrimination des Kurdes a pris une direction prometteuse. Par rapport aux conditions de la première partie du vingtième siècle, le problème n'est plus un tabou et le dialogue a été ouvert. Grâce à l'initiative du gouvernement actuel, qui est prêt à remplir les revendications de l'Union européenne, la solution est plus proche que avant. Il est dans l'intérêt du pays de résoudre ce problème sensible le plus rapidement possible, parce qu'il menace la non seulement le fonctionnement intérieur de l'État, mais aussi la réputation internationale. Les événements liés aux massacres des Arméniens sont bien sûr controversés, mais ils jouent un rôle principalement au niveau des relations avec l'Arménie et ils ne appartiennent pas aux réquisitions officielles de l'UE. Ils ne devraient pas donc influencer le processus de l'accession. En ce qui concerne les droits des femmes, la situation est comparable avec l'Europe et le pays est aux prises avec les questions de l'égalité des sexes comme le monde moderne. Le problème est qu'il y a certains groupes qui ne font pas siennes les valeurs, qui sont données par la loi. En somme, si la Turquie va finaliser ses intentions, elle pourrait donc être considérée bientôt comme un pays satisfaisant dans ce domaine.

2.4. Politique, relations internationales

Le domaine politique est problématique aussi, en politique intérieure, comme en politique extérieure. Depuis la création du nouvel État turc national, il y a toujours eu la critique de l'influence de l'armée dans la politique. Le deuxième problème intérieur est la menace de l'éclatement de l'État à cause des Kurdes, dont on a parlé dans le chapitre précédent, qui ont des tendances séparatistes après des années de discrimination. Au niveau des relations internationales, ils ont des désaccords par rapport aux pays voisins

⁵⁹ Füle, Štefan: *Práva žen v Turecku*. Projev v EP 29. 4. 2010. In: European Commission, http://ec.europa.eu/commission_2010-2014/fule/docs/speeches/s10_191_cs.pdf (28. 3. 2011)

dans la région. Il s'agit principalement de la Grèce et le conflit de longue durée avec la Chypre et celui avec de l'Iran et la Syrie.

L'influence de l'armée et la scène politique

Un fait incompatible avec la politique de l'UE est la position des autorités militaires, qui ne sont pas inférieures au pouvoir civil.⁶⁰ Comme la constitution de l'année 1982 le dit, le *Conseil de la sécurité nationale*, qui peut influencer les résolutions du gouvernement, est composé du premier ministre et ses cinq ministres, mais aussi du chef d'État-Major Général, des commandants de l'armée, de la marine, des forces aériennes et de la gendarmerie.⁶¹ La réforme constitutionnelle, qui a été ratifiée l'année dernière par un référendum public, devrait rendre l'armée pénalement plus responsable et garantir plus de pouvoir de la *Grande Assemblée Nationale* concernant la nomination des juges. Cette réforme, qui va entrer en valeur en 2012, modifiera l'ancienne constitution imposée après un coup d'État au début des années 80.⁶² Le but étant de mettre l'armée sous un plus grand contrôle, d'empêcher les coups d'État militaires et de sanctionner les soldats qui ont commis des crimes. Cette réforme a été bien acceptée par l'UE comme un progrès, mais avec le rappel, qu'il s'agit seulement d'une réforme, pas d'une nouvelle constitution.⁶³

La scène politique de la Turquie passe ainsi par un changement de polarisation. Avant, c'était la lutte du *kemalisme* contre l'islamisme et le nationalisme des Kurdes. Maintenant c'est plutôt l'extrémisme contre des pensées modérées. En pratique cela crée une possibilité d'une coalition récemment inimaginable des partis extrêmes (PKK, islamistes radicaux, *kemalistes* stricts) contre l'entrée dans l'UE. Comme il a été mentionné, c'est le parti des islamistes modérés AKP qui a gagné les élections parlementaires pour la deuxième fois avec un grand succès. Ceci grâce à sa politique de conservatisme sociale

⁶⁰ GERGELOVÁ, A.: c. d., p. 40–41.

⁶¹ *The Constitution of the Republic of Turkey*. In: Constitutional Court of the Republic of Turkey, http://www.anayasa.gov.tr/images/loaded/pdf_dosyalari/THE_CONSTITUTION_OF_THE_REPUBLIC_OF_TURKEY.pdf (21. 3. 2011)

⁶² Q&A: Turkey's constitutional referendum. In: BBC News, 12/9/2011, <http://www.bbc.co.uk/news/world-europe-11228955> (28. 3. 2011)

⁶³ Turkey's constitutional referendum, Erdogan pulls it off. In: The Economist, 13/9/2011, http://www.economist.com/blogs/newsbook/2010/09/turkeys_constitutional_referendum (28. 3. 2011)

avec le soutien de l'économie de marché, de l'accèsion à l'UE et du respect des droits de l'homme.⁶⁴

Menace de l'éclatement de l'État

Au niveau politique des *critères de Copenhague* il ne s'agit pas seulement de la protection des droits de l'homme et des droits des minorités ethniques, mais aussi de la stabilité d'un pays et ses institutions.⁶⁵ La question des Kurdes a aussi cette dimension de l'éclatement de l'État. La menace et l'incertitude dans ce domaine peut jouer un rôle essentiel dans le processus d'incorporation, parce que c'est impossible d'avoir dans l'UE un État qui ne peut pas garder sa consistance territoriale. Dans le passé, la Turquie freinait les tendances séparatistes par la force. Aujourd'hui, grâce à la pression de l'UE, le nouveau gouvernement commence à résoudre la question des Kurdes pacifiquement avec une compréhension en espérant que l'émancipation de la population kurde va diminuer l'influence de PKK.⁶⁶ Le parti PKK avec un soutien fort est le plus grand danger donc il faut choisir une politique sensible qui va respecter les droits des Kurdes, augmenter la satisfaction sur la situation et en même temps diminuer les tendances séparatistes.

Relations dans la région et la question de Chypre

Les relations entre la Turquie et ses pays voisins ne sont pas simples non plus. Le voisinage avec la Grèce a été pendant longtemps influencé par la question de Chypre. Cette île sous administration de l'Angleterre depuis 1878 est habitée par une majorité de Grecs est une minorité de Turcs. Depuis l'année 1955 ils apparaissent des campagnes d'annexion du territoire à la Grèce. Des séries de manifestations et une guerre de guérilla entre les deux parties avait été stoppée à la conférence de Londres en 1959 par un contrat d'administration collective entre l'Angleterre, la Grèce et la Turquie. La situation

⁶⁴ TUNKOVÁ, L.: *L'enfer...*, p. 91.

⁶⁵ *European Council in Copenhagen – 21–22 June 1993 - conclusions of the presidency*. In: Europa.eu, <http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=DOC/93/3&format=HTML&aged=1&language=EN&guiLanguage=en> (10.2.2011)

⁶⁶ *Turecko a jeho vstup do EU z hlediska bezpečnosti*. In: EurActiv.cz, 11/1/2010, <http://www.euractiv.cz/rozsirovani-eu/analyza/turecko-a-jeho-vstup-do-eu-zhlediska-bezpecnosti-006948> (28. 3. 2011)

était plus ou moins stable jusqu'en 1974 quand la partie grecque a organisé un coup d'État. Après des appels inefficaces à Londres, la Turquie intervient à Chypre et l'île se divise en deux parties le long de *la ligne Attila*. Les Turcs de Chypre ont adopté leur propre constitution comme République turque de Chypre du Nord. Le plan sous patronage de l'ONU de réunification de Chypre (*Plan Annan*⁶⁷) et les plans de l'UE d'incorporation de Chypre dans ses structures comme un pays unitaire était une chance de résoudre les conflits de longue durée. Le référendum de l'unification de l'île s'est passé négativement dans la partie grecque. Malgré ce fait l'UE a accepté la République de Chypre, la partie grecque du sud, comme le pays membre bien que la Turquie ne reconnaisse pas son autorité. Il y a donc une situation paradoxale quand qu'un pays candidat ne reconnaisse pas un pays déjà incorporé dans l'UE.⁶⁸

Dans le passé récent il y avait encore la Syrie et l'Iran, qui étaient perçues comme une menace extérieure (La Syrie à cause des conflits territoriaux et l'Iran principalement comme opposition idéologique après la révolution islamique et à cause du partenariat entre la Turquie et Israël). Aujourd'hui les relations parmi les pays s'améliorent grâce aux relations économiques et la coopération dans la question des Kurdes et la lutte contre les activités terroristes de PKK. Toutefois le programme nucléaire de l'Iran ne fortifie pas la stabilité dans la région.

Hors les doutes historiques, les critiques de l'entrée de la Turquie à l'UE mentionnent d'autres éléments dangereux comme les conséquences d'élargissement des frontières. C'est la peur d'une vague d'immigrés illégaux des pays voisins, de l'augmentation de la criminalité et de la problématique des drogues. Par contre les défenseurs disent que l'argument refusant la capacité de la Turquie de préserver ses frontières contre ces phénomènes est surévalué, principalement grâce à l'armée, qui est de haute qualité.

⁶⁷ Plan Annan a été une initiative du secrétaire général de l'ONU Koffi Annan, qui a eu pour but réunification du Chypre et fondation d'une république fédérative. Le plan a été refusé par la partie grecque dans le referendum en avril 2004. THIM, Michal: *Kypr, Turecko a EU*. In: Asociace pro mezinárodní otázky, 13/12/2006, <http://www.amo.cz/publikace/kypr-turecko-a-eu.html> (12.4.2011)

⁶⁸ KREISER, K.: c. d., p. 195–217.

Politique des énergies

En tout cas c'est dans l'intérêt de l'UE d'augmenter son influence dans cette région, pas seulement au niveau économique et militaire, mais aussi au niveau des énergies.⁶⁹ Il s'agit principalement de la conduite de gaz *Nabucco*⁷⁰ qui va diminuer la dépendance de l'Europe à la Russie, par contourner les territoires russes. C'est sans doute une occasion attirante pour l'UE et elle favorise ce projet. La consommation de gaz en Europe augmente proportionnellement par rapport aux autres types d'énergie même en volume totale. À cause de ce fait, il'est important de diversifier les sources parce qu'il est probable que la Russie, qui satisfait 67% des besoins de l'Europe en 2000, ne sera pas capable de s'adapter à cette augmentation. La deuxième raison, peut-être plus importante, est d'assurer un accès sûr de gaz.⁷¹ Nous avons été les témoins de la crise de gaz au début de l'année 2009, qui a touché la création de l'agenda de la présidence de la République tchèque à l'Union européenne.⁷² C'est prioritaire pour l'UE de minimaliser la dépendance à la Russie et donc son influence politique possible, peut-être avec certaines craintes à cause de l'expérience de l'histoire. Le projet *Nabucco* est très préoccupant pour la Russie et donc elle réalise par *Gazprom*, entreprise avec la participation en actions majoritaires de l'État russe, deux projets concurrentiels, *Nord Stream* et *South Stream*, dirigés par la mer Baltique et au sud de l'Ukraine. Le but étant de sauvegarder son influence de la Russie au niveau des énergies en Europe et d'en assurer un certain contrôle de l'Europe déjà mentionné.⁷³

⁶⁹ *Turecko a jeho vstup do EU z hlediska bezpečnosti*. In: EurActiv.cz, 11/1/2010, <http://www.euractiv.cz/rozsirovani-eu/analyza/turecko-a-jeho-vstup-do-eu-zhlediska-bezpecnosti-006948> (28. 3. 2011)

⁷⁰ *Nabuco Pipeline*, Les sites officiels de Nabucco, <http://www.nabucco-pipeline.com/portal/page/portal/en> (29. 3. 2011)

⁷¹ DOMANIČ, Seda: *Vstup Turecka do Evropské unie: Výhodný pro obě strany? Možný pro obě strany?*. In: EUROPEUM .org, <http://www.europeum.org/doc/pdf/864.pdf> (15. 3. 2011)

⁷² *Výsledky českého předsednictví v Radě EU*. In: České předsednictví Evropské Unie, EU2009.CZ, <http://www.eu2009.cz/scripts/file.php?id=61212&down=yes> (8. 4. 2011)

⁷³ *Gazprom láká RWE do South Stream* . In: Euroskop.cz, 12/7/2010, <http://www.euroskop.cz/38/16946/clanek/gazprom-laka-rwe-do-south-stream/> (8. 4. 2011) ; ČPU: *Některé státy EU přistupují k plynovodu Nabucco laxně*, In: Finanční Noviny, 25/7/2010, <http://www.financninoviny.cz/zpravy/cpu-nektere-staty-eu-pristupuji-k-plynovodu-nabucco-laxne/507570?rss> (12. 4. 2011)

Influence de la Turquie à l'UE

Au niveau politique, il y a encore une dimension souvent négligée ou cachée. C'est une certaine crainte d'un pouvoir important de la Turquie dans les institutions européennes, qui viennent principalement de la population nombreuse. Le pays serait le deuxième plus important au niveau de la population dans l'UE après l'Allemagne et avec son évolution démographique il va bientôt l'égaliser. L'influence dans quelques institutions européennes, bien après l'adoption du traité de Lisbonne, est basée sur la population. Il s'agit principalement du Parlement européen et du Conseil de l'UE, où la Turquie pourrait, étant égale aux grands pays, plus facilement imposer ses propositions. Depuis l'année 2014 elle serait aussi capable, par la création d'une coalition représentant 35% des habitants européens, de bloquer les grands pays, comme la France ou l'Allemagne. La Turquie a déjà montré son intérêt de s'engager activement en prenant un rôle guidant, qui est fondé par la croissance économique, l'importance au niveau des énergies et un grand potentiel des sources humaines. La peur est donc justifiée.⁷⁴

Conclusion

La politique est naturellement une des domaines les plus importants. Grâce à la réforme attendue, il paraît que la sphère politique pourrait être finalement indépendante, sans influence des éléments comme l'armée ou la religion. Les conflits historiques avec les pays voisins semblent comme inactuels grâce à la coopération mutuelle entre les pays. Ce qui n'est pas résolu est la dispute de Chypre avec la Grèce et la question des Kurdes concernant le maintien du territoire de la République de la Turquie. De l'autre côté, l'Union européenne a un grand intérêt d'augmenter son influence dans la région du Proche Orient au niveau économique, mais principalement au niveau des énergies et de la sécurité. Ce fait peut bien aider la Turquie qui, hors les deux problèmes durant, presque remplit les critères dans le domaine politique.

⁷⁴ BÖHM, Wolfgang: *Turecko, kandidát s rezervací v první řadě*. In: *Presseurop*, 28/9/2010, <http://www.presseurop.eu/cs/content/article/348331-turecko-kandidat-s-rezervaci-v-prvni-rade> (11. 4. 2011)

3. Les domaines en relation avec l'orientation vers l'est

L'enthousiasme précédent des Turcs envers l'appartenance à l'UE a commencé à décliner. Les dialogues durent trop longtemps et la réalisation des demandes de l'UE perpétuelle est fatigante pour les Turcs. Les conditions dans la société ont changé depuis l'époque de Atatürk et ses ambitions de transformer la Turquie en un État européen moderne. Après la période de la démocratie militaire, la population commence à se retourner vers les traditions concernant la religion d'Islam, qui est en croissance. La Turquie est peut-être le seul pays islamique, il peut devenir un membre de l'UE. De l'autre côté elle peut devenir plus facilement le pays représentant le monde islamique.⁷⁵

En dehors des échecs au niveau du chemin vers l'UE. Il y a des autres événements qui peuvent décevoir des Turcs. Par exemple pendant la guerre dans le Golfe arabe, l'Allemagne a été contre que l'attaque par des fusées d'Irak à la Turquie serait considérée comme l'attaque à toute alliance de l'OTAN. Cet événement a diminué la confiance en l'ouest et la certitude dans le cas d'une menace. Après la chute de l'URSS la Turquie commence à développer ses relations aussi avec l'ouest, principalement avec des nouvelles républiques parlant en Turquie.⁷⁶

3.1. La société

Il serait au moins irresponsable de ne pas mentionner la culture et la religion, qui sont tellement discutées. C'est important principalement à cause de la liaison avec tous les autres domaines observés et leur vaste influence. La pensée sociale turque se trouve aux confins de la culture européenne et orientale, on peut dire métaphoriquement même comme la situation géographique du pays. La naissance de l'État est liée avec des luttes contre la France, la Grande Bretagne ou la Russie, qui ont produit un fort nationalisme ou une conscience nationale en fournissant un euroscepticisme marquant. L'appartenance dans les organisations de l'ouest comme l'UE est en général perçue par la

⁷⁵ TOMSKÝ, Alexander: *Turecko do Evropy nepatří*. Mezinárodní politika, 9/2007, s. 21–22.; HUNTINGTON, P. S.: c. d., p. 208–209.

⁷⁶ Ouzbékistan, Turkménistan, Kazakhstan, Kirghizistan. HUNTINGTON, P. S.: c. d., p. 165–167.

société comme la suite de la politique de Mustafa Kemal Atatürk d'incorporation du pays à l'ouest.⁷⁷

En pratique il y a un conflit entre l'argument, qui marque la Turquie comme un élément enrichissant pour l'UE, qui peut ouvrir un chemin vers le monde arabe, vers une compréhension de sa culture et de son interprétation de la réalité différente. D'un autre côté l'argument, dans une certaine mesure xénophobe, appelant à l'incompatibilité de ces deux cultures distinctes à cause de la différence essentielle de la religion, de la culture, des valeurs etc. On peut dire que la décision va déterminer le chemin de l'orientation suivante. L'UE va montrer, si elle toujours fait sienne son idée d'origine *unité dans la diversité*, qui s'achemine vers la prospérité grâce à la coopération, ou si elle est une groupement privilégié pour les États riches de l'ouest. Ça serait un message très négatif pas seulement pour le monde islamique, mais aussi pour les 15 millions de musulmans qui déjà vivent en Europe.⁷⁸

Théorie du Choc des civilisations

La théorie de Samuel Huntington dit qu'il existe huit civilisations comme « les ethnies culturelles les plus vastes. »⁷⁹ Ce sont les civilisations: « chinoise, japonaise, hindouiste, occidentale, latino-américaine, orthodoxe et africaine ».⁸⁰ Bien que la théorie soit est souvent critiquée, principalement pour la création artificielle des civilisations, l'accent excessif de la religion et l'application de la théorie de jeu à somme nulle,⁸¹ on va l'utiliser, parce que c'est un point de vue refusant le rapprochement des deux civilisations différentes. Les civilisations se croisent dans les frontières et un des conflits est entre la civilisation occidentale et islamique.⁸² D'après la théorie de Samuel Huntington, la culture turque appartient à la civilisation islamique.⁸³ L'auteur dit, que «Les hommes définissent

⁷⁷ KUČERA, P.: c. d., p. 7–25.

⁷⁸ DOMANIČ, Seda: *Vstup Turecka do Evropské unie: Výhodný pro obě strany? Možný pro obě strany?*. In: EUROPEUM .org, <http://www.europeum.org/doc/pdf/864.pdf> (15. 3. 2011)

⁷⁹ HUNTINGTON, S.: c. d., p. 34.

⁸⁰ Idem, p. 35.

⁸¹ NEŠPOR, Michal: *Globalistická výzva paradigmatu „střetu civilizací“*. In: Global politics, 28/10/2002, <http://www.globalpolitics.cz/clanky/globalisticka-vyzva> (20. 4. 2011)

⁸² HUNTINGTON, S.: c. d. 248–259.

⁸³ Idem, p. 39.

leur identité par ce qu'ils ne sont pas». ⁸⁴ Ça veut dire que tous les deux, les Turcs et les européens réalisent les différences entre les deux groupes et donc quelques valeurs sont perçues différemment dans chaque culture. Le désaccord fondamental apparaît par exemple au niveau de la notions de l'Ouest comme *universelle*, qui est par les autres civilisations (particulièrement par le monde islamique) perçue comme *occidentale* ou la notion de la *globalisation* positive, qui est souvent égal à *l'impérialisme*. ⁸⁵

Les intellectuels parlent de la différence importante entre la occidentalisation et la modernisation. A la première moitié du la vingtième siècle, Mustafa Kemal Atatürk a choisi le chemin de la modernisation du pays par l'occidentalisation, qui est souvent appelé *Kemalisme*. ⁸⁶ Cette politique suppose la distinction de l'histoire et en effet l'effacement de la culture et traditions existantes et la création suivante de la culture nouvelle, en ce cas avec les valeurs et les produits occidentaux. ⁸⁷ Les valeurs et les produits sont justement les objets principaux des théories qui dissent que la plupart des cultures non-occidentales prennent seulement les produits de l'Ouest mais pas les valeurs. ⁸⁸

Religion

La religion d'islam même dominante dans le pays est aussi une des sources des dialogues passionnants. Malgré la tendance de sécularisation du pays des années 20, comme le seul des pays islamiques, la frontière entre la politique et la culture du pays, liée avec l'Islam, perçue comme artificielle et on peut dire qu'il reste une certaine influence de la religion au niveau de création de l'agenda politique. Dans les dernières années nous sommes témoins de la renaissance de l'islam en Turquie et de l'augmentation de nombre des mosquées, des écoles islamiques. La religiosité a déjà passé 40% de la population en Turquie. ⁸⁹ La démocratisation du pays, comme dans les autres cas, supportait le retour

⁸⁴ HUNTINGTON, S.: c. d., p. 65.

⁸⁵ Idem, p. 64.

⁸⁶ C'est l'opposite exact de cas de Japon, qui refuse les valeurs d'ouest pendant les siècles et garde ses traditions en acceptant seulement les tendances de modernisation. HUNTINGTON, c. d., p. 71–73.

⁸⁷ Idem, p. 74.

⁸⁸ BARBER, Benjamin R.: *Jihad vs. McWorld*. New York, Balantine Books 2001, 389p.

⁸⁹ TOMSKÝ, A.: c. d., p. 21–22.

vers les traditions et vers la religion. La représentation politique, inclus les défenseurs du sécularisme comme l'armée, a du donc respecter les besoins de la population.⁹⁰

Conclusion

En général on peut considérer la Turquie comme probablement le seul pays islamiques, qui a la chance d'entrer dans l'UE.⁹¹ Cependant qu'on a vu sur les exemples des théories, les deux cultures sont basées sur les fondements différents. La sécularisation du pays pratiquement n'existe plus à cause de la libéralisation du pays, gouvernement du parti islamique modéré AKP et la perte du pouvoir du plus grande défenseur, l'armée. Les projets de Mustafa Kemal Atatürk de occidentalisation fondamentale du pays n'ont pas été complètement finis. C'est plutôt bien parce que dans certains cas il était au préjudice des droits de l'homme. Les cultures sont différentes, mais, aussi grâce à cette modernisation, la Turquie est le plus proche de l'UE des pays islamiques. L'UE doit montrer son ouverture.

3.2. L'opinion publique

Sans doutes L'opinion publique joue un grand rôle dans le processus de rapprochement entre la Turquie et l'UE. Au début, il faut dire qu'il y a deux côtés à cette question, ce que les habitants de l'UE pensent de la Turquie et ce que les Turcs pensent de l'Europe. Les habitants de l'UE peuvent avoir peur des toutes les choses déjà mentionnées comme l'Islam, l'influence de l'armée dans la politique et l'inobservation des droits de l'homme, grosse mais pas effective économie, augmentation de l'immigration et aussi la grande population qui signifierait relativement la grande puissance au niveau des institutions européennes. De l'autre côté, les Turcs craignent de la perte potentielle de leur culture et leur langue.

⁹⁰ HUNTINGTON, S.: c. d., p. 169.

⁹¹ TOMSKÝ, A.: c. d., p. 21–22.

Situation en Turquie

En 2002 le soutien du public turc pour l'accèsion à l'UE a presque atteint 70%, comme le pic de l'histoire. Depuis l'ouverture du dialogue en 2005, le soutien a commencé à baisser et plus en plus de personnes interrogées ne sont pas capables de dire, si c'est une bonne chose d'être pays membre ou pas. Au début de l'année 2006, le soutien a baissé pour la première fois sous 50%.⁹² Les graphes numéro 1, 2 et 3 signifient l'évolution des variables fondamentales au niveau de l'opinion publique, comme les titres signifient, le soutien à l'appartenance à l'Union européenne, le bénéfice émanant de l'appartenance à l'Union européenne et l'image de l'Union européenne. On peut voir que, hors la fin de l'année 2006 et début de l'année 2007 quand le niveau de 54% a été enregistré, le soutien ne dépasse pas la limite de 50%. Les deux autres indicateurs montrent aussi une tendance décroissants donnant en somme une évolution négative.⁹³

Situation à l'UE

La situation en Europe au niveau de l'opinion publique n'est pas très positive par rapport au soutien de l'accèsion de la Turquie. Une recherche d'opinion publique orientée vers l'élargissement de l'UE, réalisée par la Commission européenne en 2006, montre des résultats négatifs. Seulement 39% seraient pour l'acte de l'entrée, même si le pays remplit toutes les revendications, face à 48%, qui seraient contre. Parmi les pays membres de l'UE, qui refusent les plus cette possibilité, figuraient l'Autriche (81%), l'Allemagne (69%), le Luxembourg (69%), la République de Chypre (68%) et la Grèce (67%). La République tchèque se trouve au dessus de la moyenne avec 32% pour et 61% contre. En plus la plupart des interrogés considère cet élargissement principalement bénéficiaire et en intérêt pour Turquie.⁹⁴ Toutefois la situation se développe toujours et la recherche n'est plus parfaitement actuelle. C'est pour cela que, dans la partie pratique, il y a une analyse d'une recherche plus actuelle et plus locale.

⁹² TUNKOVÁ, L.: *L'enfer...*, p. 92–94.

⁹³ Voir *graphe no.1, no.2 et no.3.*

⁹⁴ *Attitudes towards European Union Enlargement, Special Eurobarometer 255* In: Opinion publique, Commission Européenne, http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_255_en.pdf (12. 4. 2011)

Connaissance

Le rôle des médias est très important en liaison avec l'opinion publique. Un auteur, s'occupant des médias et de l'opinion publique, décrit dans son livre que la majorité des informations reçus par un homme viennent des médias. Le pouvoir des médias n'influence pas directement la création des idées, mais au niveau de l'influence de la perception de l'importance des thèmes. Les médias sont capables de décider les questions les plus importantes pour le public par la sélection des nouvelles. De façon simplifiée, on peut dire que si on parle toujours d'une question, elle va devenir après un certain temps, importante pour la société. Ou à l'envers si on ne parle pas d'un problème, il n'existe pas.⁹⁵ Une insuffisance clé est une présentation inadéquate de la Turquie en Europe.⁹⁶ Les recherches de la Commission européenne montrent que les habitants ne sont pas bien informés⁹⁷ et donc leur opinion est créée par un contenu des connaissances limité.

La Turquie, comme les autres candidats potentiels avec une culture spécifique et différente, craint d'une perte de sa propre culture et aussi d'une réduction de son pouvoir décisionnaire souverain. La connaissance des informations est essentielle aussi dans ce cas. Bien des fois les habitants, notamment des pays candidats, ne sont pas suffisamment informés des bénéfices émanant de l'appartenance à l'UE.⁹⁸ Le *graphe no.4* présente la connaissance de l'UE, basée sur un test de connaissance. Ce pays prouve à longue échéance des résultats profondément au dessous de la moyenne de l'UE. Ce chiffre a été croissant jusqu'en 2006, mais depuis ce moment la tendance est à l'inverse et les résultats sont toujours les pires ou un des pires de l'UE.⁹⁹ En plus les Turcs pensent que Bruxelles applique des mesures différentes pour leur pays et les autres candidats. Cette humeur est causée par plusieurs facteurs comme un ralentissement général du processus d'intégration, l'échec du *Plan Annan* et l'arrivée au pouvoir des gouvernements en France et en Allemagne, qui étaient plutôt contre cet élargissement.¹⁰⁰ Sur le *graphe no.5*,

⁹⁵ MC COMBS, Maxwell: *Agenda setting: Nastolování agendy: masová média a veřejné mínění*. Praha 2009, p. 25–27.

⁹⁶ TUNCOVÁ, L.: *L'enfer...*, p. 100–101.

⁹⁷ *Attitudes towards European Union Enlargement, Special Eurobarometer 255* In Opinion publique, Commission Européenne, http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_255_en.pdf (12. 4. 2011)

⁹⁸ TUNCOVÁ, L.: *L'enfer...*, p. 88–89.

⁹⁹ Voir *graphe no.4*.

¹⁰⁰ POLAT, Rabia: *Od sekuritizace k desekuritizaci? Jak ovlivňuje politickou kulturu v Turecku proces*

on peut voir comment le niveau de confiance suit les événements mentionnés et le manque des informations au niveau populaire ne le support pas du tout.¹⁰¹ La confiance est une des conditions fondamentales du succès de cet élargissement.

Conclusion

Les recherches de l'opinion publique montrent une tendance décroissante du soutien de l'élargissement concernant la Turquie. Les habitants turcs perdent la confiance à l'UE. En plus un complexe des facteurs, comme par exemple la renaissance de l'Islam, la peur de la perte de leur culture, le dialogue long avec l'UE etc., empire l'image de l'UE, alors tout le support diminue. Dans le cas de l'opinion publique à l'UE la situation est parallèle. L'Europe est en majorité contre ayant peur des plusieurs phénomènes comme l'immigration, la culture et la religion différente, niveau de la démocratie etc. Toutefois les gens manquent des informations complexes et ils créent leur opinion par un contenu des connaissances limité. Il y a un lien entre l'ignorance et la méfiance, qui joue un rôle sur la décision des gens. C'est aussi paradoxal que la Turquie ait peur de la réduction de son pouvoir et de l'autre côté l'EU remarque qu'il y a une menace au niveau du pouvoir du pays dans les institutions européennes. On va continuer avec cette problématique dans la partie suivante par une recherche locale, mais plus actuelle.

začleňování do Evropské unie. In: TUNKROVÁ, Lucie – ŠARADÍN, Pavel (eds.): *Turecko a Evropská unie: česká a turecké perspektiva.* Olomouc, Univerzita Palackého v Olomouci 2007, p. 122.

¹⁰¹ Voir *graphie no.5.*

Partie Pratique

4. Recherche de l'opinion publique sur la question de l'accèsion de la Turquie à l'UE

4.1. Présentation

Qu'on a vu dans le dernier chapitre, l'opinion publique est un facteur important par rapport à l'élargissement de l'Union européenne. La dernière recherche officielle de la Commission européenne orientée sur l'élargissement a été réalisée en 2006.¹⁰² En raison de cela, j'ai décidé de faire une recherche de l'opinion publique plus actuelle. Naturellement cette recherche est notablement limitée, principalement par le nombre des interrogés, par rapport aux possibilités de la Commission européenne. Le but est de comparer les résultats avec les statistiques officielles de l'opinion publique, principalement avec la recherche de 2006 et puis avec les rapports qui sont publiés chaque demie-année sous forme des dossiers comprenant les indicateurs fondamentaux. Grâce à ces *Eurobaromètres*,¹⁰³ il est possible de suivre l'évolution du soutien de l'appartenance à l'UE, de l'image de l'UE et des autres chiffres liés à cette question,¹⁰⁴ mais pas le soutien de l'entrée de la Turquie. Cependant les informations font une partie d'une recherche de l'opinion publique en général et donc pour cette problématique, ce sont plutôt des informations de base.

4.2. Spécification de la recherche

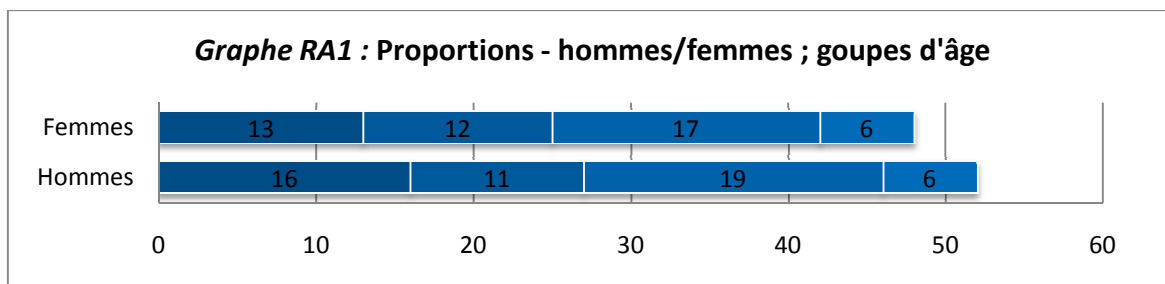
La recherche a été réalisée sur le territoire de la République tchèque entre octobre 2010 et et janvier 2011. Comme la forme, les questionnaires anonymes ont été choisis.¹⁰⁵ L'échantillon observé compte 100 interrogés. Le graphe suivant, *graphe RA1*, montre la proportion entre des hommes et des femmes et parmi les groupes d'âge particuliers.

¹⁰² *Attitudes towards European Union Enlargement, Special Eurobarometer 255* In: Opinion publique, Commission Européenne, http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_255_en.pdf (12. 4. 2011)

¹⁰³ Source : *Eurobaromètre Standard 61–73* . In: Opinion publique, Commission Européenne, http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb_arch_fr.htm (15. 4. 2011)

¹⁰⁴ *Graphes no.1–5.*

¹⁰⁵ Voir *Annexe no. 2 : Le questionnaire utilisé sur la recherche (version tchèque).*



Comme dans le cas de toutes les recherches, il faut compter avec un écart statique, particulièrement en dans le cas de cette recherche comptant relativement peu d'interrogés. Quelques données statistiques, comme le degré d'étude et la taille de la commune, n'ont pas été utilisés à cause de l'inutilité pour cette recherche. Pour indiquer cette recherche, on va utiliser la notion *la recherche actuelle (RA)*.

4.3. Résultats de la recherche

Soutien

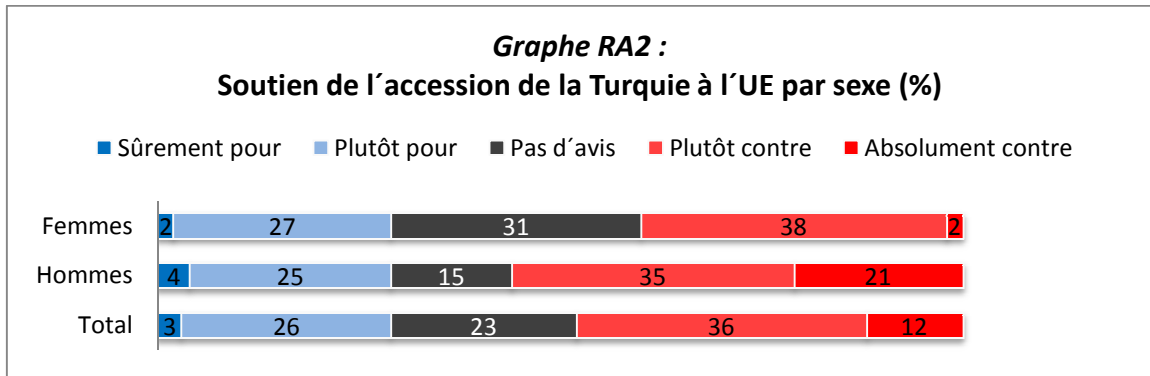
La question du soutien de l'accession de la Turquie à l'UE a été intentionnellement posée comme la dernière, pour que les répondeurs puissent passer par toutes les questions et se forcer à penser et pour qu'ils puissent se décider après. Cependant c'est le chiffre plus important, dont on va utiliser en liaison avec des autres résultats, donc il faut commencer par elle. En général, 48% des iinterrogés sont contre l'entrée de la Turquie, par rapport au 29% qui sont pour. Presque un quart n'a pas été capable de dire, s'il est plus pour ou contre ou ils n'ont pas eu d'opinion à ce problème. À la vue de la moyenne européenne des statistiques les plus récentes¹⁰⁶, la République tchèque s'exprime plutôt négativement montrant ses 29% par rapport au 49% de l'UE. En comparaison avec la recherche orientée à l'élargissement de l'année 2006 déjà mentionnée, on peut voir une tendance importante de l'augmentation des gens incertains dans cette question (EU25 en 2006 – 13% ; CZ en 2006 – 9%¹⁰⁷ ; CZ – RA – 23%) La même tendance a été observée en Turquie dans les dix dernières années.¹⁰⁸ Ce qui est marquant, c'est que presque personne n'ait pas choisi la possibilité *sûrement pour*. Si on distingue les hommes et les

¹⁰⁶ Graphe no.1.

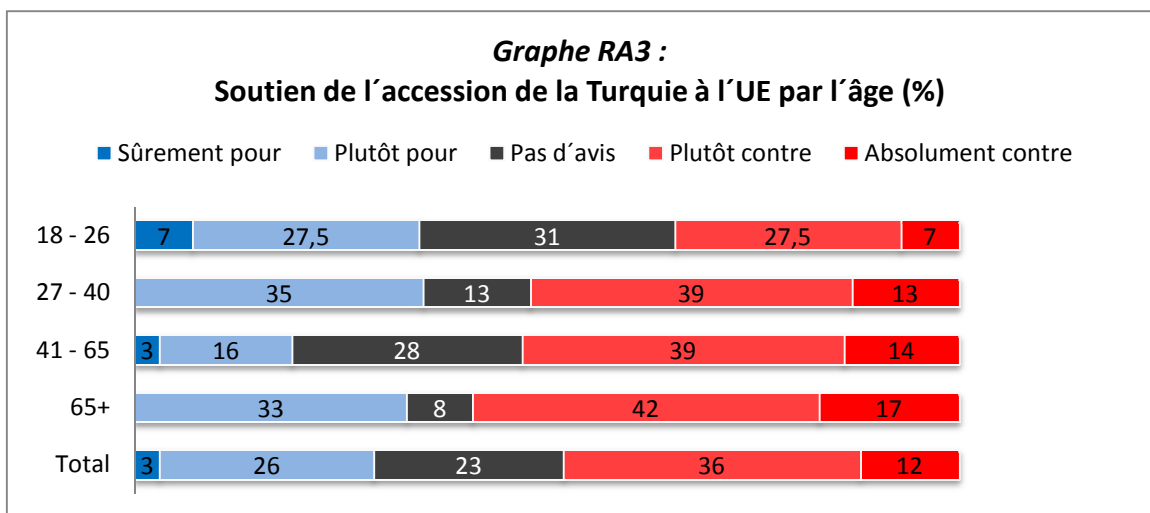
¹⁰⁷ *Attitudes towards European Union Enlargement, Special Eurobarometer 255* In: Opinion publique, Commission Européenne, http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_255_en.pdf (12. 4. 2011)

¹⁰⁸ Augmentation de 10% à 21%. TUNKOVÁ, L.: *L'enfer...*, p. 92–93.

femmes, les hommes sont plus décisifs et aussi plus forcement contre (56% de hommes sont contre dont 21% absolument, par rapport aux 40% de femmes contre dont seulement 2% absolument).

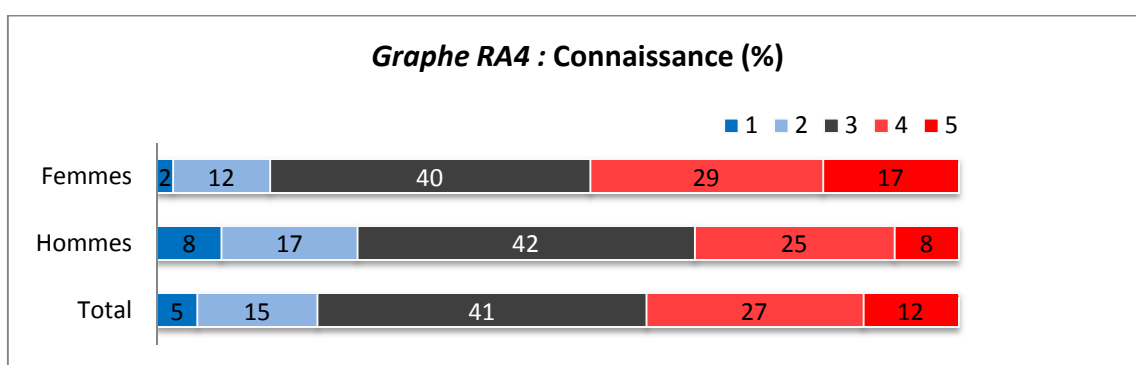


Comme on peut voir sur le *graphe RA3*, montrant le soutien de l'entrée de la Turquie par rapport aux groupes d'âge différents, le nombre d'opposants augmente graduellement avec l'âge. Alors les plus contre sont les plus âgés même comme les plus décisifs. Cependant ce résultat est plutôt causé par l'influence du régime communiste et d'un certain caractère conservateur de ce groupe de gens que par un manque des connaissances. Par contre la catégorie la plus jeune est la plus incertaine, mais aussi la plus balancée. L'incertitude le balancement signifie un manque de l'intérêt de cette question ou une formation d'opinion. Le groupe qui représente le plus grande nombre des réponses positives a entre 27 et 40 ans. Ce sont des personnes qui ont vécu la chute de l'URSS, la nouvelle génération qui a formé la nouvelle constitution de l'Europe et qui a vu les conséquences de l'entrée dans l'UE en pratique. Tous ces événements ont influencé leur ouverture.



Connaissance

La connaissance de cette problématique, dont on a parlé dans le dernier chapitre, s'est montrée comme insuffisante, notamment en Turquie.¹⁰⁹ La *recherche actuelle* a confirmé la situation.¹¹⁰ Les interrogés devaient marquer leur niveau de connaissances sur la gamme à 1 de 5, quand 1 était pour *Très bien informé/e*, et 5 pour *Jamais entendu de ce problème*). Seulement 20% des gens pensent qu'ils sont bien informés, 39% ne savent presque rien de cette question. La plupart (41%) se trouve au milieu avec des connaissances très limitées. Les résultats sont parallèles avec la recherche de 2006 quand 68% des habitants ont dit, qu'ils ne se sentent pas bien informés de la question de l'élargissement.¹¹¹ Les différences entre les sexes ne sont pas très importantes, sauf que les femmes se sentent un peu moins informées.

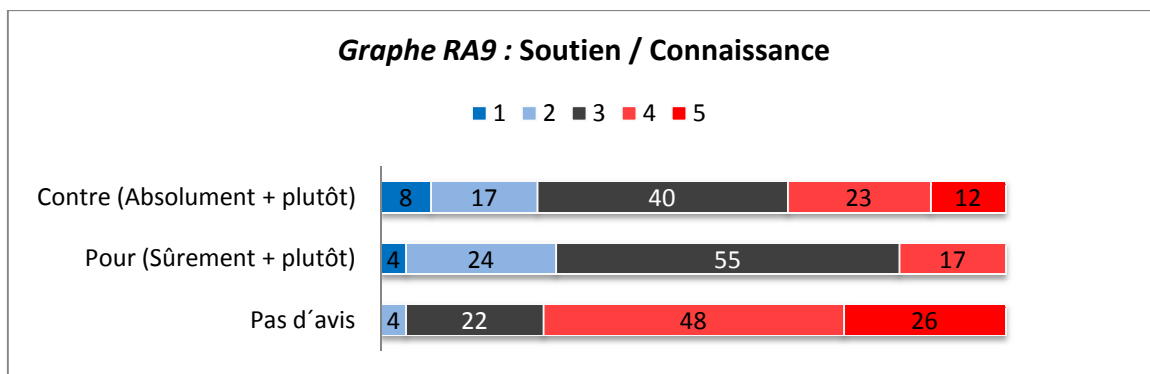


Une chose plus intéressante au niveau de la connaissance est une liaison avec le soutien. Comme on a déjà vu, la connaissance est liée à la formation des opinions et à la décision. Le *graphe RA9* révèle un rapport entre la décision de soutien des interrogés et leur connaissances. La majorité absolue des interrogés sans aucun avis de soutien ont dit qu'ils étaient mal informés. On peut en interpréter naturellement que le manque des informations fait perdre la capacité à décider. Parmi les gens qui ont été capable de se décider, de ceux qui étaient pour ou contre, il y a un certain indice que les interrogés contre cette élargissement étaient moins initiés à cette problématique.

¹⁰⁹ Voir *graphe no.4*.

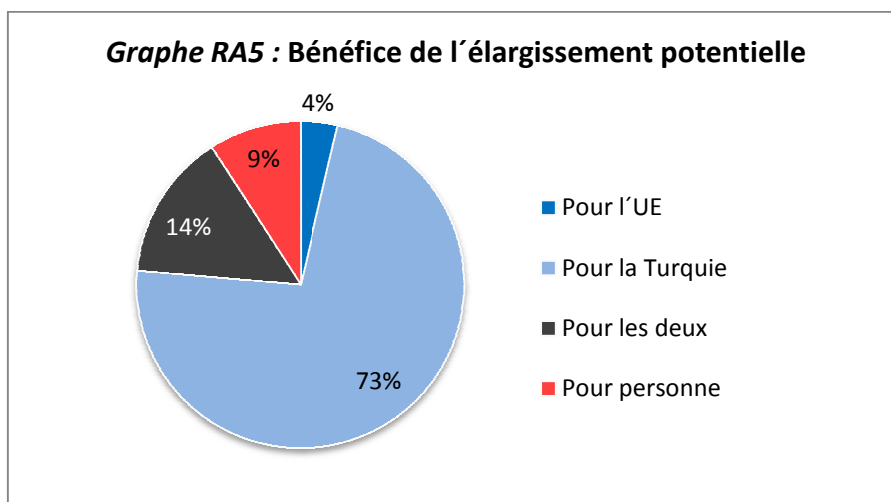
¹¹⁰ Il faut noter que la recherche officielle de l'UE est réalisé à la base d'un test des connaissances, donc les résultats sont plus objectifs, pendant que cette *recherche actuelle* est fondé sur les appréciations subjectives des répondeurs.

¹¹¹ *Attitudes towards European Union Enlargement, Special Eurobarometer 255* In: Opinion publique, Commission Européenne, http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_255_en.pdf (12. 4. 2011)



Aspects de l'élargissement

Un des facteurs importants est le point de vue de cet élargissement potentiel. Dans le questionnaire, les interrogés choisissaient si l'entrée est bénéficiaire plutôt pour l'UE, pour la Turquie, pour les deux ou pour personne. Presque trois quarts pensent, que cet acte serait bénéficiaire plutôt pour la Turquie. Par contre seulement 4% disent qu'il y a un plus grand bénéfice pour l'UE. Le *graphe RA5* montre cette unanimité. La comparaison des avis de cette question et de soutien indique une proportion, entre le public qui est contre et le point de vue bénéficiaire pour la Turquie, en même temps entre le public qui est pour et l'avis plus fréquent que l'élargissement serait bénéficiaire pour les deux.¹¹²

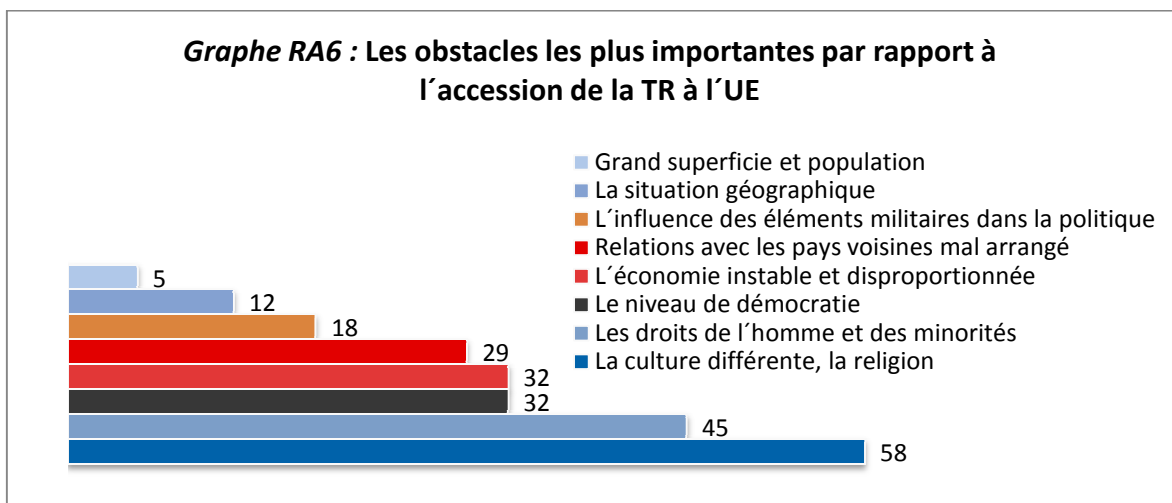


Quand on parle des obstacles les plus importants, les interrogés pouvaient choisir entre les huit possibilités données.¹¹³ Ils mentionnent le plus souvent, dans 58% des cas, la culture et la religion différente. C'est un point de vue rigide, qui n'a pas un grand potentiel à changer. Dans les cas des autres obstacles, il s'agit des problèmes du pays qui

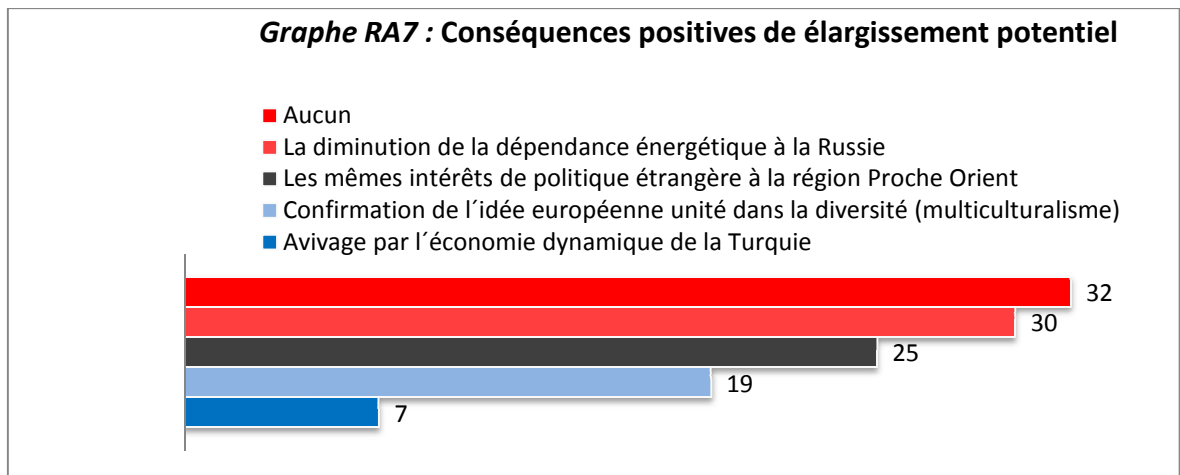
¹¹² Voir *graphe RA8*.

¹¹³ Voir *Annexe no.1 : Le questionnaire utilisé sur la recherche (version française)*, la deuxième question.

peuvent être résolus en quelque sorte, sauf la situation géographique, la superficie et la population. Bien qu'il y ait eu des aspirations d'Atatürk et ses successeurs de se distancer de l'Islam et des traditions, la différence entre les deux cultures est enracinée dans les pensées des habitants de l'UE. La deuxième place a été prise par les droits de l'homme et les droits des minorités (45%). Les deux obstacles suivants, avec la même fréquentation de 32%, ont été le niveau de la démocratie et le caractère de l'économie. Les relations avec les pays voisins ont été aussi marquées comme problématiques, et cela pour 29%. De l'autre côté la grande population et la situation géographique avec 5% et 12% ne sont pas perçues comme des obstacles.



Les gens ont aussi répondu aux conséquences positives qui peuvent être apportées par l'accèsion de la Turquie. Un tiers des interrogés ont marqué qu'il n'y a aucune conséquence positive, qui pourrait être apportée par cet élargissement. Ce chiffre est lié au soutien en général. Ce qui pourrait être positif, pour 30%, c'est la diminution de la dépendance à la Russie au niveau des énergies. Une certaine peur de l'influence excessive de la Russie, par rapport à l'expérience de l'histoire, joue sans doute un rôle important. Pour un certain groupe des personnes, les intérêts parallèles de l'UE dans la région et la confirmation du caractère multiculturel de l'UE seraient positifs.



4.4. Conclusion de la recherche

La *recherche* a confirmé la situation de longue durée que les habitants ne sont pas bien informés de la problématique de l'élargissement, dans notre cas de la question de l'accession de la Turquie. Les connaissances des gens sont très limitées dans ce domaine ce qui souvent fait perdre leur capacité décisionnelle ou ce qui peut influencer leur décision au sens négatif. Par rapport à ça on observe la tendance de l'augmentation des habitants sans aucun avis. La *recherche actuelle* a montré le résultat le plus marquant jusqu'à présent. Le soutien général est très bas, moins qu'il y a cinq ans et au dessous de la moyenne de l'UE. La plupart des interrogés ne veulent pas de la Turquie comme le pays membre de l'UE. Le chiffre, montrant que les trois quarts des gens pensent que l'accession de la Turquie serait bénéficiaire pour la Turquie, est aussi significatif. Il y a peut-être plusieurs facteurs qui pourraient faire les gens penser de cette façon, par exemple une mauvaise ou insuffisante explication des bénéfices pour l'UE, le pessimisme à cause des banqueroutes des États membres économiquement faibles, une certaine peur de la culture et la religion différente etc. La dernière chose mentionnée, la culture et la religion, a été choisie par les interrogés comme l'obstacle le plus important, qui pourrait empêcher l'accession de la Turquie. Ce fait favorise la théorie de civilisation de Samuel Huntington, qui parle de la lutte parmi les civilisations, et aussi la constatation de l'introduction disant que la religion et la culture jouent pour la première fois un rôle important au niveau de l'élargissement de l'UE. Les doutes ont été exprimés souvent aussi au niveau des droits de l'homme et des minorités, de la qualité de la démocratie et de l'économie. Un tiers ne croit pas que cet élargissement peut apporter quelque chose

de positif. De l'autre côté, la *recherche* a montré que la diminution de la dépendance à la Russie au niveau des énergies est importante pour beaucoup de gens même comme les intérêts de l'UE dans la région du Proche Orient.

Conclusion

Tout au long du travail on a vu des aspects de l'élargissement potentiel de la Turquie. Il faut maintenant revenir au début et répondre à la question de l'introduction, si la Turquie est préparée à l'entrée à l'UE ou pas.

Quelques attributs du pays, parlant de l'histoire liée à l'Empire ottoman et la situation géographique, ne sont plus importants au niveau des débats politiques, bien que ils puissent être exploités par des sceptiques comme des arguments. Toutefois ils jouent un certain rôle dans la pensée des habitants européens, notamment parce qu'ils sont étroitement liés aux domaines de la culture et de la religion. L'économie comme un des points les plus critiques influence beaucoup les négociations. Bien que certains indicateurs, comme la croissance de PIB ou le taux de chômage, montrent une prospérité relative, le pays souffre des problèmes structureaux. Il s'agit du caractère et de l'instabilité de l'économie, du chômage des jeunes, de l'évolution démographique extensive etc. La réalisation des critères des droits de l'homme prend une tendance prometteuse. Au niveau des droits des femmes la Turquie affronte les mêmes problèmes que l'Europe et le gouvernement actuel a une chance de résoudre le problème national de longue durée de la minorité des Kurdes. La sphère politique et juridique s'est beaucoup rapprochée des standards de l'UE. La politique intérieure se dégage de l'influence de l'armée, les relations avec les pays voisins s'améliorent et en plus l'UE a ses intérêts dans la région. En somme le domaine de la politique, de la justice et du niveau de démocratie peut être considéré comme presque satisfaisant, sans les questions sensibles des Kurdes et de Chypre. Le pays a montré aussi son intérêt de l'incorporation d'acquis communautaire dans sa législation.

En résumé il y a des points critiques dans chacun des domaines analysés. Bien que la situation se toujours s'améliore, il faut constater que le pays n'est pas prêt à l'entrer dans l'UE. Il faut d'abord que le pays puisse se délivrer de l'arriération de l'économie, remplir le statut d'un État démocratique et judiciaire.

Les cultures de l'UE et de la Turquie son différentes et donc il faut être patient dans le cas de l'accession parce qu'il s'agit d'une réunion des cultures. La recherche de l'opinion publique a montré que c'est justement la culture, qui est le plus grand obstacle de

l'entrée. Le soutien de l'appartenance se diminue à l'UE de même comme qu'en Turquie. Les négociations de longue durée paraissent aux habitants de la Turquie comme inefficaces et ils sont des sources d'une certaine méfiance. Les habitants se tournent en arrière vers les traditions et la religion, après la fin de l'époque de la sécularisation et une certaine libéralisation dans la société. On peut confirmer l'hypothèse que le pays commence à se tourner de plus en plus vers l'Est. Au niveau des habitants, il s'agit des traditions et l'Islam, et au niveau politique, il constitue une sécurité du lendemain par un contact des pays du Proche Orient. La question du début de travail, demandant si la Turquie voudra encore devenir membre après la reconnaissance de la Turquie comme un candidat satisfaisant, n'a pas été posée pour qu'elle soit nécessairement résolue, mais plutôt pour lancer un débat. Cependant il est évident qu'elle sera posée de plus en plus fréquemment.

Les élites politiques sont toujours plus ou moins optimistes, mais il n'est pas possible d'entrer dans l'UE sans le soutien du public. Comme la recherche a montré. Comme les résultats des recherches de l'opinion publique indiquent, le niveau bas des connaissances est le plus grand problème lié au soutien de la population. S'il existe une volonté de finir cet élargissement, il faut commencer à parler avec les habitants, plus commenter et expliquer les bénéfices, l'évolution de la situation et supporter l'idée principale de l'UE, *unité dans la diversité*.

Resumé

Ústředním tématem této bakalářské práce je dlouhotrvající dialog, sahající až do roku 1964, mezi Tureckem a Evropskou unií o potenciálním přistoupení této země. Jak napovídá název, *Otázka Turecka jako člena Evropské unie : Analýza plnění Kodaňských kritérií a vlivu veřejného mínění na proces začleňování*, práce je obsahově rozdělena na hlavní části. Po seznámení s tématem a s historickými souvislostmi, první část zohledňuje požadavky Evropské unie kladené na kandidátské státy, Kodaňská kritéria, a jejich plnění či neplnění Tureckem. V rámci jednotlivých oblastí, ekonomika, politika, principy demokratického a právního státu a implementace evropské legislativy do legislativy národní, hodnotí míru připravenosti této země k přistoupení do Evropské unie.

Druhá část se zabývá fenoménem odklonu Turecka od Evropy směrem na východ. Zasadní roli zde hraje veřejné mínění, které dosahuje tomto případě mnohem zásadnějších rozměrů, než při předchozích rozšířeních. Formování veřejného mínění je spojeno především s rozdílnou kulturou a náboženstvím. Práce zkoumá různé aspekty veřejného mínění a jeho vliv na proces vstupu Turecka do unie.

Součástí této práce je také autorův vlastní výzkum veřejného mínění v České republice v souvislosti s otázkou Turecka a jeho přistoupení. Ten je srovnáván s oficiálními výzkumy provedenými Evropskou komisí a klade si za cíl jejich aktualizaci a potvrzení tendencí v rámci utváření názoru veřejnosti.

Le thème central de ce mémoire de bachelier est un dialogue de longue durée, commencé en 1964, entre la Turquie et l'Union européenne de l'accèsion potentielle de ce pays. Comme le titre suggère, *La question de la Turquie comme membre de l'Union européenne : Analyse de la réalisation des critères de Copenhague et de l'influence de l'opinion publique sur le processus de l'accèsion*, le travail est au point de vue du contenu divisé en deux parties. Après l'introduction du thème et du contexte historique, la première partie analyse les revendications de l'Union européenne relatives aux aux pays candidats, *les critères de Copenhague*, et leur réalisation ou défaillance par la Turquie. Dans le cadre des domaines particuliers, économie, politique, principes d'un État démocratique et de droit et implantation de la législation européenne dans la législation nationale, évalue le niveau de disponibilité du pays pour l'accèsion à l'Union européenne.

La deuxième partie s'occupe d'un phénomène d'un détournement de la Turquie de l'Europe vers l'Est. L'opinion publique joue dans ce cas un rôle principal, qui aboutit à une dimension beaucoup plus important que dans les cas des élargissements précédants. La formation de l'opinion publique est liée principalement à la religion et la culture différente. Le travail observe des aspects différents de l'opinion publique et son influence sur le processus de l'entrée de la Turquie dans l'union.

Le travail comporte aussi une recherche de l'auteur de l'opinion publique en République tchèque en lien avec la question de la Turquie et son accèsion. Elle est confronté avec les recherches officielles exercées par la Commission européenne et elle a pour son but de leur actualisation et la vérification des tendances dans le cadre de la formation de l'opinion publique.

Anotace

Příjmení a jméno: MAREK Martin

Katedra: Romanistiky

Fakulta: Filozofická

Název diplomové práce: Otázka Turecka jako člena Evropské unie : Analýza plnění Kodaňských kritérií a vlivu veřejného mínění na proces začleňování

Vedoucí diplomové práce: Mgr. Aurélie Dubois

Počet znaků: 80 375

Počet příloh: 3

Počet titulů použité literatury: 48

Klíčová slova:

Turecko, Evropská Unie, rozšíření, přístupová jednání, Kodaňská kritéria, ekonomika, politika, lidská práva, náboženství, kultura, kurdská menšina, PKK, terorismus, mezinárodní vztahy, Kypr, Arménská genocida, armáda, veřejné mínění, zemní plyn, Osmanská říše, Ústava, ústavní reforma, demografický růst, Blízký východ, sekularizace, kemalismus, modernizace, westernizace, multikulturalismus.

Tato bakalářská práce se zabývá tématem potenciálního začleňování Turecka do Evropské unie. Práce se snaží poukázat na základní atributy této země, které hrají roli při přístupových jednáních. Dále hodnotí plnění požadavků pro vstup do unie, vyjádřených zejména v podobě *Kodaňských kritérií*. Poukazuje také na nové prvky objevující se v rámci debaty o přistoupení, jako náboženství, kultura, práva menšin nebo veřejné mínění. Součástí práce je také výzkum veřejného mínění v České republice, který je srovnáván s oficiálními výzkumy Evropské komise.

Sources

Sitographie

[1] *Annual average rate of change in Harmonized Indices of Consumer Prices*. In: European Commission, EUROSTAT,

<http://epp.eurostat.ec.europa.eu/tgm/graph.do?tab=graph&plugin=1&language=en&pcode=tsieb060&toolbox=type> (1. 4. 2011)

[2] *Attitudes towards European Union Enlargement, Special Eurobarometer 255* In: Opinion publique, Commission Européenne,

http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_255_en.pdf (12. 4. 2011)

[3] BÖHM, Wolfgang: *Turecko, kandidát s rezervací v první řadě*. In: Presseurop,

28/9/2010, <http://www.presseurop.eu/cs/content/article/348331-turecko-kandidat-s-rezervaci-v-prvni-rade> (11. 4. 2011)

[4] CHUKA, Hana: *EU a Balkán: Blýská se na lepší časy?* In: Euroskop.cz, 8/1/2010,

<http://www.euroskop.cz/46/15008/clanek/eu-a-balkan-blyska-se-na-lepsi-casy/> (30. 3. 2011)

[5] CHUKA, Hana: *Turecko a Kurdové: Nihayet barış?*. In: Euroskop.cz, 7/9/2009,

<http://www.euroskop.cz/46/13433/clanek/turecko-a-kurdove-nihayet-bar-305/> (15. 3. 2011)

[6] *Critères de convergence*. In: Banque centrale européenne,

<http://www.ecb.int/ecb/orga/escb/html/convergence-criteria.fr.html> (1. 4. 2011)

- [7] ČPU: Některé státy EU přistupují k plynovodu Nabucco laxně, In: Finanční Noviny, 25/7/2010, <http://www.financninoviny.cz/zpravy/cpu-nektere-staty-eu-pristupuji-k-plynovodu-nabucco-laxne/507570?rss> (12. 4. 2011)
- [8] DOMANIÇ, Seda: *Vstup Turecka do Evropské unie: Výhodný pro obě strany? Možný pro obě strany?*. In: EUROPEUM .org, <http://www.europeum.org/doc/pdf/864.pdf> (15. 3. 2011)
- [9] *European Council in Copenhagen – 21–22 June 1993 - conclusions of the presidency.* Europa.eu, <http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=DOC/93/3&format=HTML&aged=1&language=EN&guiLanguage=en> (30. 3. 2010)
- [10] *Eurobaromètre Standard 61–73* . In: Opinion publique, Commission Européenne, http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb_arch_fr.htm (15. 4. 2011)
- [11] FÜLE, Štefan: *Práva žen v Turecku*. Projev v EP 29/4/2010. In: European Comission, http://ec.europa.eu/commission_2010-2014/fule/docs/speeches/s10_191_cs.pdf (28. 3. 2011)
- [12] *Gazprom láká RWE do South Stream* . In: Euroskop.cz, 12/7/2010, <http://www.euroskop.cz/38/16946/clanek/gazprom-laka-rwe-do-south-stream/> (8. 4. 2011)
- [13] *GDP per capita in PPS*. In: European Commission, EUROSTAT, <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/tgm/table.do?tab=table&init=1&plugin=1&language=en&pcode=tsieb010> (30. 3. 2010)

- [14] *Harmonised unemployment rate by gender – total*. In: European Commission, EUROSTAT,
<http://epp.eurostat.ec.europa.eu/tgm/table.do?tab=table&language=en&pcode=teilm020&tableSelection=1&plugin=1> (30. 3. 2010)
- [15] *Les critères d'adhésion*. In: Commission Européenne, Élargissement,
http://ec.europa.eu/enlargement/enlargement_process/accession_process/criteria/index_fr.htm (2. 4. 2011)
- [16] *Les pays sur la voie de l'adhésion*. In: Commission européenne, Élargissement,
http://ec.europa.eu/enlargement/the-policy/countries-on-the-road-to-membership/index_fr.htm (24. 1. 2011)
- [17] *Nabuco Pipeline*, Les sites officiels de Nabucco, <http://www.nabucco-pipeline.com/portal/page/portal/en> (29. 3. 2011)
- [18] NEŠPOR, Michal: *Globalistická výzva paradigmatu „střetu civilizací“*. In: Global politics, 28/10/2002, <http://www.globalpolitics.cz/clanky/globalisticka-vyzva> (20. 4. 2011)
- [19] Q&A: *Turkey's constitutional referendum*. In: BBC News, 12/9/2011,
<http://www.bbc.co.uk/news/world-europe-11228955> (28. 3. 2011)
- [20] *Real GDP growth rate*. In: European Commission, EUROSTAT,
<http://epp.eurostat.ec.europa.eu/tgm/table.do?tab=table&init=1&plugin=1&language=en&pcode=tsieb020> (30. 3. 2010)
- [21] *The Constitution of the Republic of Turkey*. In: Constitutional Court of the Republic of

Turkey,

[http://www.anayasa.gov.tr/images/loaded/pdf_dosyalari/THE CONSTITUTION OF THE REPUBLIC OF TURKEY.pdf](http://www.anayasa.gov.tr/images/loaded/pdf_dosyalari/THE_CONSTITUTION_OF_THE_REPUBLIC_OF_TURKEY.pdf) (21. 3. 2011)

[22] *The Kurds, a people divided*. In: Le monde diplomatique, septembre 1996,
<http://mondediplo.com/maps/kurds1996> (28. 4. 2011)

[23] THIM, Michal: Kypr, Turecko a EU. In: Asociace pro mezinárodní otázky, 13/12/2006,
<http://www.amo.cz/publikace/kypr-turecko-a-eu.html> (12.4.2011)

[24] *Turecko a jeho vstup do EU z hlediska bezpečnosti*. In: EurActiv.cz, 11/1/2010,
<http://www.euractiv.cz/rozsirovani-eu/analyza/turecko-a-jeho-vstup-do-eu-zhlediska-bezpecnosti-006948> (28. 3. 2011)

[25] *Turecká ekonomika 2010 z pohledu MMF*. In: Businessinfo.cz, 13/6/2010
<http://www.businessinfo.cz/cz/clanek/turecko/turecko-ekonomika-vyvoj-mmf-doporuceni/1000802/57570/> (14. 3. 2011)

[26] *Turecko, Ekonomická charakteristika země*. In: Ministerstvo zahraničních věcí České republiky,
http://www.mzv.cz/jnp/cz/encyklopedie_statu/evropa/turecko/ekonomika/ekonomicka_charakteristika_zeme.html (31.1.2011)

[27] *Turkey and the Kurds, Peace time?*. In: The Economist, 29/8/2009,
http://www.economist.com/node/14313719?story_id=E1_TQTPSTJ (21. 3. 2011)

[28] *Turkey's constitutional referendum, Erdogan pulls it off*. In: The Economist, 13/9/2011,

http://www.economist.com/blogs/newsbook/2010/09/turkeys_constitutional_referendum (28. 3. 2011)

[29] *World Interest Rates Table*. In: World interest rates, <http://www.worldinterestrates.info/> (1. 4. 2011)

Bibliographie

[30] BARBER, Benjamin R.: *Jihad vs. McWorld*. New York, Balantine Books 2001, 389p. ISBN 0345383044.

[31] CHALIAND, Gérard – TERNON Yves: *Le génocide des Arméniens*. Bruxelles, Editions Complexe 1980, 192p. ISBN 2-87027-049-6.

[32] FIALA, Petr – PITROVÁ, Markéta: *Evropská Unie*. Brno, Centrum pro studium demokracie a kultury 2009. 803p. ISBN 9788073251802.

[33] GERGELOVÁ, Angelika: *Členství Turecka v EU – výzva pro obě strany*. In: TUNKROVÁ, Lucie – ŠARADÍN, Pavel (eds.): *Turecko a Evropská unie: česká a turecké perspektiva*. Olomouc, Univerzita Palackého v Olomouci 2007, p. 29 – 45. ISBN 9788024418759.

[34] HITZEL, Frédéric: *Osmanská říše*. Praha, Nakladatelství Lidové noviny 2005, 303p. ISBN 8071065676.

[35] HUNTINGTON, P. Samuel: *Střet civilizací, Boj kultur a proměna světového řádu*. Praha, Rybka Publishers 2001. 447p. ISBN 80-86182-49-5.

[36] KUČERA, Petr: *Hledání evropských kořenů turecké identity: Západ a Východ v kemalistckém modernizačním projektu*. In: TUNKROVÁ, Lucie – ŠARADÍN, Pavel (eds.): *Turecko a Evropská unie: česká a turecké perspektiva*. Olomouc, Univerzita Palackého v Olomouci 2007, p. 7–27. ISBN 9788024418759.

[37] KREISER, Klaus – NEUMAN, K. Christoph: *Dějiny Turecka*. Praha, Lidové noviny 2010, 329p. ISBN 9788074220128.

[38] LAÇİNER, Sedat – ÖZCAN, Mehmet – BAL, İhsan: *European Union with Turkey: The possible impact of Turkey's membership on the European Union*. Ankara, ISRO 2005. 280p. ISBN 9759828006.

[39] LUŽNÝ, Dušan: *Náboženství a moderní společnost: sociologické teorie modernizace a sekularizace*. Brno, Masarykova univerzita 1999, 183p. ISBN 8021022248.

[40] MC COMBS, Maxwell: *Agenda setting: Nastolování agendy: masová média a veřejné mínění*. Praha, Portál 2009, 251p. ISBN 978-80-7367-591-2.

[41] PIRICKÝ, Gabriel: *Turecko*. Praha, Libri 2006. 198p. ISBN 8072773232.

[42] POLAT, Rabia: *Od sekuritizace k desekuritizaci? Jak ovlivňuje politickou kulturu v Turecku proces začleňování do Evropské unie*. In: TUNKROVÁ, Lucie – ŠARADÍN, Pavel (eds.): *Turecko a Evropská unie: česká a turecké perspektiva*. Olomouc, Univerzita Palackého v Olomouci 2007, p. 109–122. ISBN 9788024418759.

[43] SONYEL, Salahi R.: *Cyprus: The destruction of a republic and its aftermath (1960-1974)*. Lefkoşa, Cyrep 2003. 390p. ISBN 9756912162.

[44] TUNKOVÁ, Lucie: *L'enfer c'est les autres: nová dynamika ve vztazích UE a Turecka*. In: TUNKROVÁ, Lucie – ŠARADÍN, Pavel (eds.): *Turecko a Evropská unie: česká a turecké perspektiva*. Olomouc, Univerzita Palackého v Olomouci 2007, p. 85–108. ISBN 9788024418759.

Articles

[45] SIEGL, Erik: Výzva kurdské otázky. Mezinárodní politika, 9/2007, p. 12–14.

[46] STUDNICKÁ, Zuzana: "Turecký pochod za lepšími časy". Mezinárodní politika, 9/2007, p. 15–17.

[47] TOMSKÝ, Alexander: Turecko do Evropy nepatří. Mezinárodní politika, 9/2007, p. 21–22.

[48] TUNKOVÁ, Lucie: Nová dynamika turecké zahraniční politiky. Mezinárodní politika, 9/2007, p. 17–19.

Liste des abréviations

- AKP** - Partie de la Justice et du Développement (*Adalet ve Kalkınma Partisi*)
- CZ** - la République tchèque
- DTP** - Parti de la société démocratique (*Demokratik Toplum Partisi*)
- FMI** - Fonds monétaire international
- UE** - Union européenne (EU avec numéro – nombre des États membres actuels, ex. *EU25*)
- PIB** - Produit intérieur brut
- PKK** - Parti des travailleurs du Kurdistan (*Partiya Karkerên Kurdistan*)
- RA** - la recherche actuelle
- TR** - la Turquie

Liste des graphes

Graphes basés sur les résultats des recherches officielles de l'UE publiés en forme des dossiers, eurobaromètres

Graphe no.1: Soutien à l'appartenance à l'Union européenne

Graphe no.2: Bénéfice émanant de l'appartenance à l'Union européenne

Graphe no.3: Image de l'Union européenne

Graphe no.4: La connaissance objective de l'Union européenne

Graphe no.5: Confiance à l'Union européenne

Graphe no.6: Menaces actuels les plus importants

Graphes liés à la recherche de l'auteur

Graphe RA1 : Proportions - hommes/femmes ; groupes d'âge

Graphe RA2 : Soutien de l'accession de la Turquie à l'UE par sexe (%)

Graphe RA3 : Soutien de l'accession de la Turquie à l'UE par l'âge (%)

Graphe RA4 : Connaissance (%)

Graphe RA5 : Bénéfice de l'élargissement potentielle

Graphe RA6 : Les obstacles les plus importantes par rapport à l'accession de la TR à l'UE

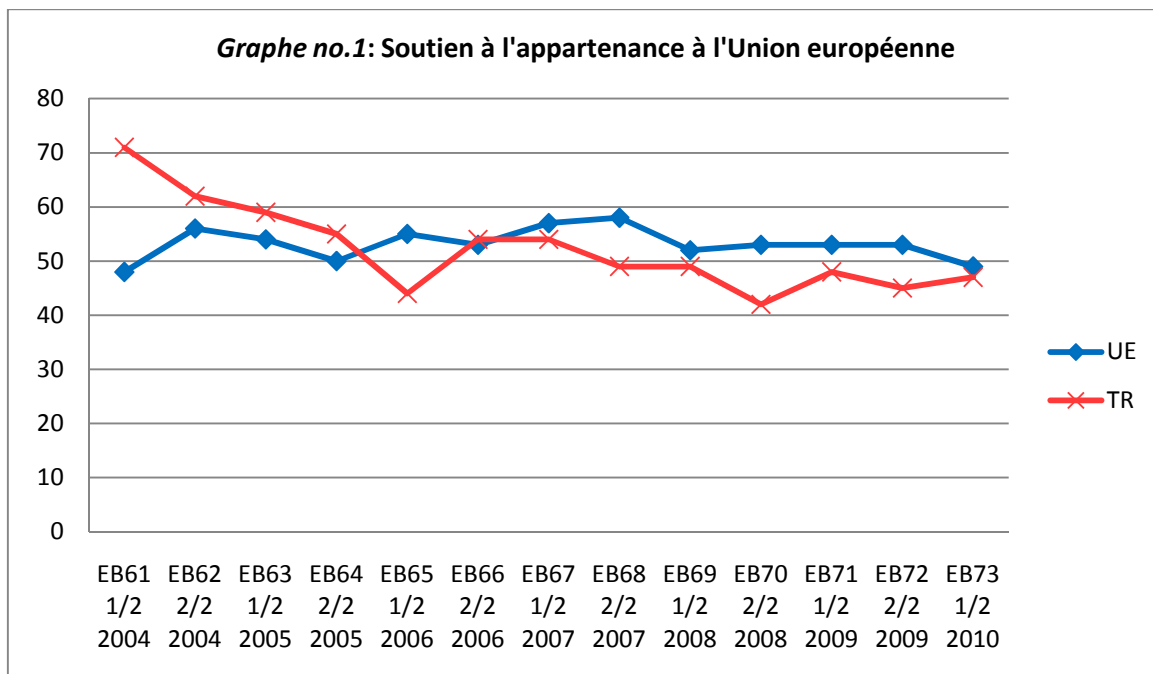
Graphe RA7 : Conséquences positives de élargissement potentiel

Graphe RA8 : Soutien / Bénéfice

Graphe RA9 : Soutien / Connaissance

Graphes et Tables

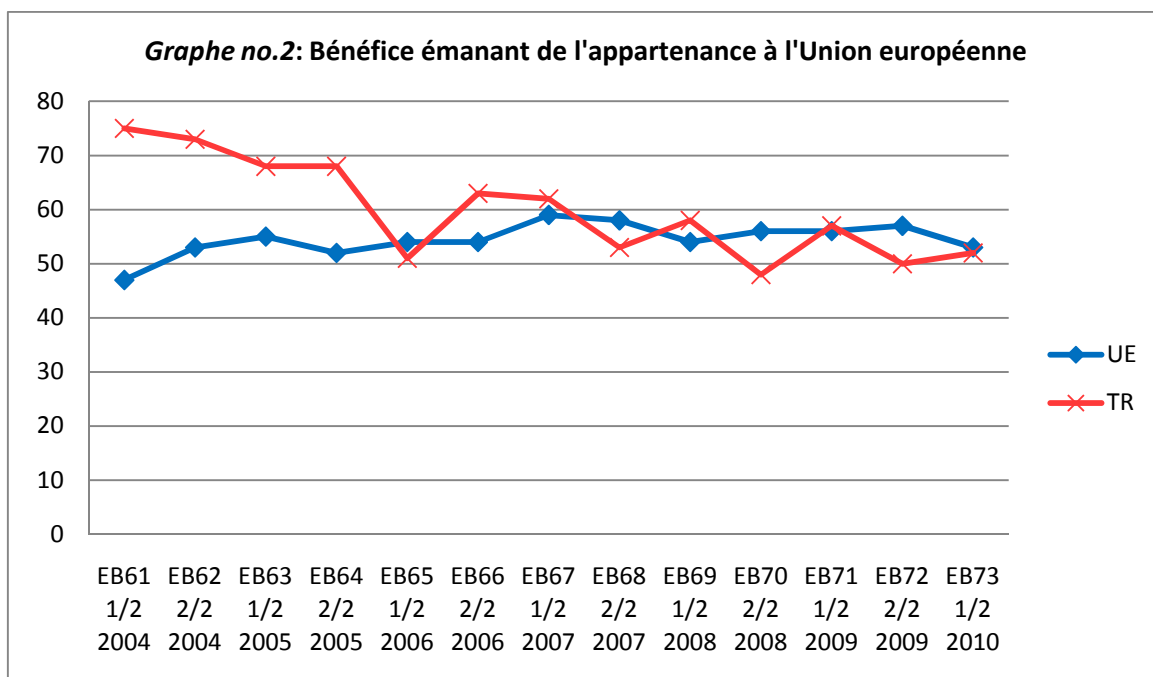
Graphes basés sur les résultats des recherches officielles de l'UE publiés en forme des dossiers, eurobaromètres



Pourcentage de réponses – C'est une bon chose d'être un membre de l'UE.

| | UE | Turquie |
|---------------|-----------|----------------|
| EB61 1/2 2004 | 48 | 71 |
| EB62 2/2 2004 | 56 | 62 |
| EB63 1/2 2005 | 54 | 59 |
| EB64 2/2 2005 | 50 | 55 |
| EB65 1/2 2006 | 55 | 44 |
| EB66 2/2 2006 | 53 | 54 |
| EB67 1/2 2007 | 57 | 54 |
| EB68 2/2 2007 | 58 | 49 |
| EB69 1/2 2008 | 52 | 49 |
| EB70 2/2 2008 | 53 | 42 |
| EB71 1/2 2009 | 53 | 48 |
| EB72 2/2 2009 | 53 | 45 |
| EB73 1/2 2010 | 49 | 47 |

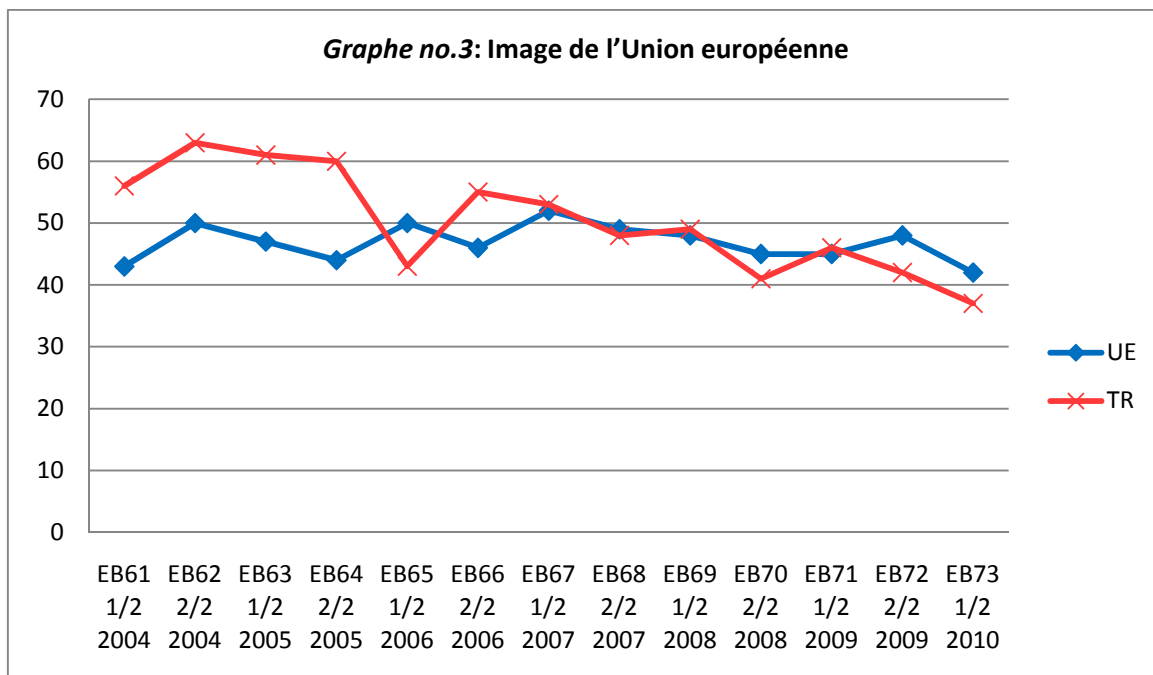
Source : Eurobaromètre Standard 61–73 . In: Opinion publique, Commission Européenne, http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb_arch_fr.htm (15. 4. 2011)



Pourcentage de réponses – c'est bénéficiaire d'être un membre de l'UE.

| | UE | Turquie |
|---------------|-----------|----------------|
| EB61 1/2 2004 | 47 | 75 |
| EB62 2/2 2004 | 53 | 73 |
| EB63 1/2 2005 | 55 | 68 |
| EB64 2/2 2005 | 52 | 68 |
| EB65 1/2 2006 | 54 | 51 |
| EB66 2/2 2006 | 54 | 63 |
| EB67 1/2 2007 | 59 | 62 |
| EB68 2/2 2007 | 58 | 53 |
| EB69 1/2 2008 | 54 | 58 |
| EB70 2/2 2008 | 56 | 48 |
| EB71 1/2 2009 | 56 | 57 |
| EB72 2/2 2009 | 57 | 50 |
| EB73 1/2 2010 | 53 | 52 |

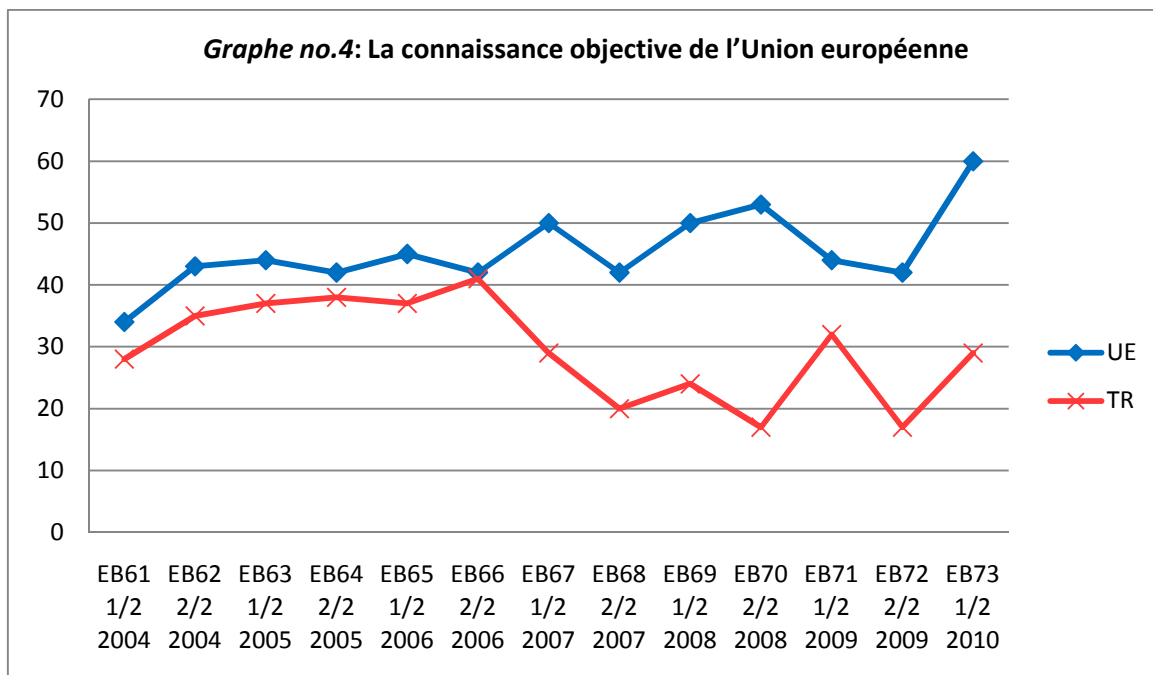
Source : Eurobaromètre Standard 61–73 . In: Opinion publique, Commission Européenne, http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb_arch_fr.htm (15. 4. 2011)



Pourcentage de réponses - l'UE a une image positive.

| | UE | Turquie |
|---------------|----|---------|
| EB61 1/2 2004 | 43 | 56 |
| EB62 2/2 2004 | 50 | 63 |
| EB63 1/2 2005 | 47 | 61 |
| EB64 2/2 2005 | 44 | 60 |
| EB65 1/2 2006 | 50 | 43 |
| EB66 2/2 2006 | 46 | 55 |
| EB67 1/2 2007 | 52 | 53 |
| EB68 2/2 2007 | 49 | 48 |
| EB69 1/2 2008 | 48 | 49 |
| EB70 2/2 2008 | 45 | 41 |
| EB71 1/2 2009 | 45 | 46 |
| EB72 2/2 2009 | 48 | 42 |
| EB73 1/2 2010 | 42 | 37 |

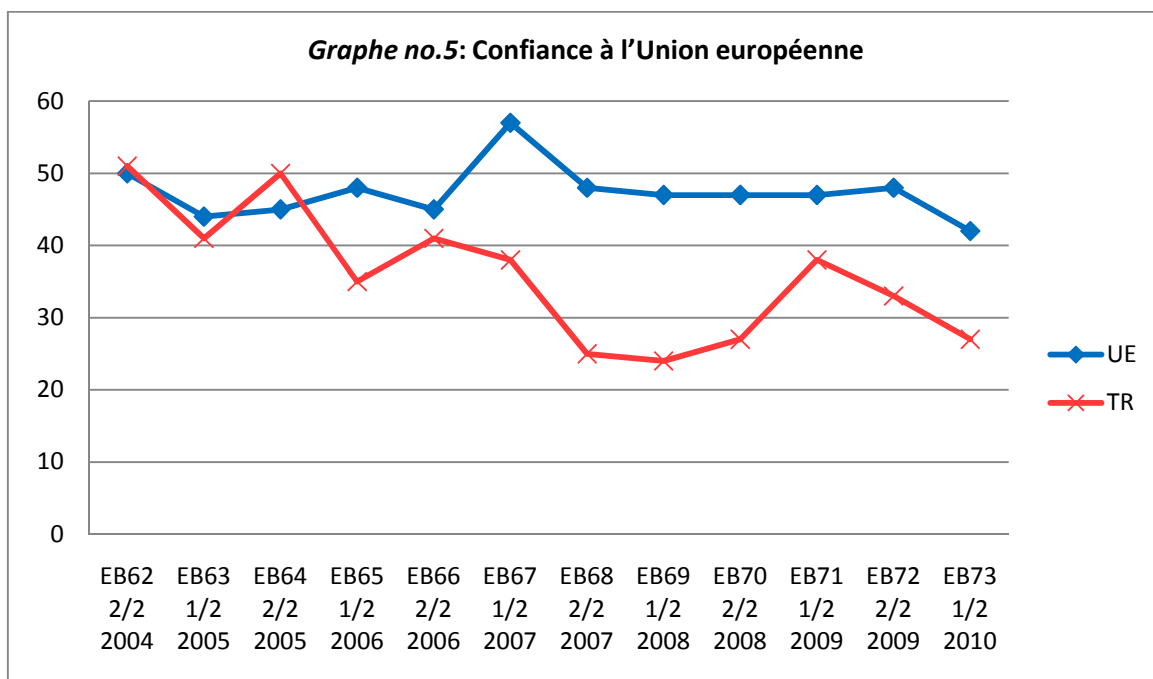
Source : Eurobaromètre Standard 61–73 . In: Opinion publique, Commission Européenne, http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb_arch_fr.htm (15. 4. 2011)



Pourcentage de réponses correctes dans une questionnaire des connaissances de base de l'UE.

| | UE | Turquie |
|---------------|-----------|----------------|
| EB61 1/2 2004 | 34 | 28 |
| EB62 2/2 2004 | 43 | 35 |
| EB63 1/2 2005 | 44 | 37 |
| EB64 2/2 2005 | 42 | 38 |
| EB65 1/2 2006 | 45 | 37 |
| EB66 2/2 2006 | 42 | 41 |
| EB67 1/2 2007 | 50 | 29 |
| EB68 2/2 2007 | 42 | 20 |
| EB69 1/2 2008 | 50 | 24 |
| EB70 2/2 2008 | 53 | 17 |
| EB71 1/2 2009 | 44 | 32 |
| EB72 2/2 2009 | 42 | 17 |
| EB73 1/2 2010 | 60 | 29 |

Source : Eurobaromètre Standard 61–73 . In: Opinion publique, Commission Européenne, http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb_arch_fr.htm (15. 4. 2011)

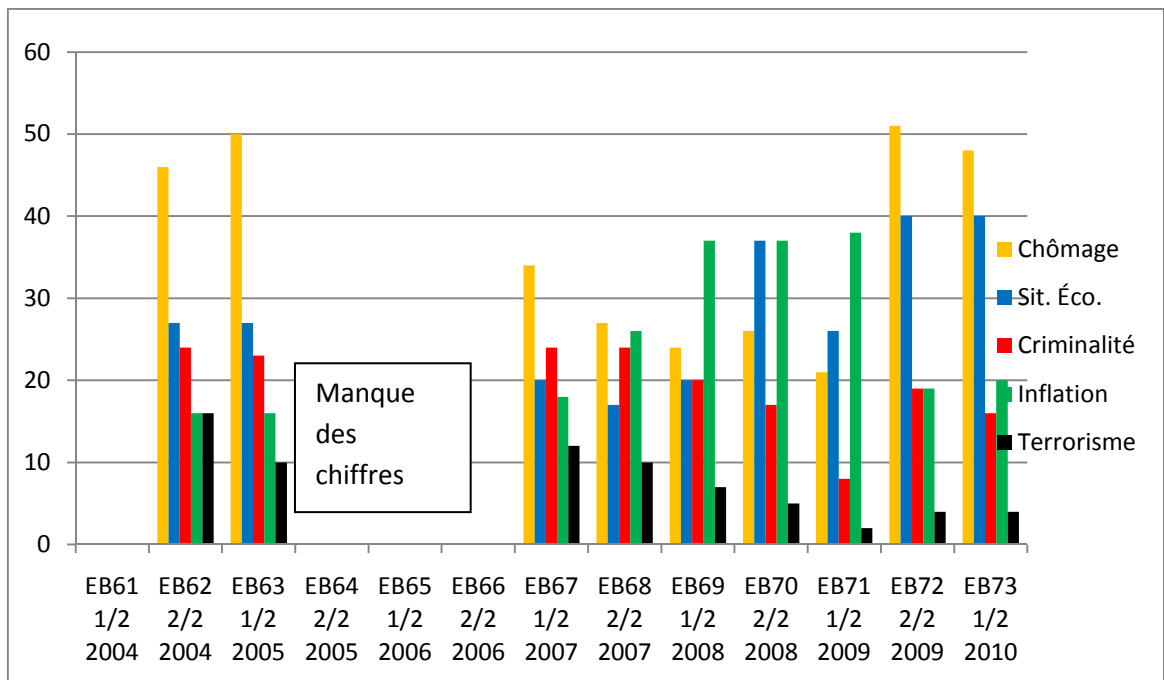


| | <i>UE</i> | <i>Turquie</i> |
|---------------|-----------|----------------|
| EB62 2/2 2004 | 50 | 51 |
| EB63 1/2 2005 | 44 | 41 |
| EB64 2/2 2005 | 45 | 50 |
| EB65 1/2 2006 | 48 | 35 |
| EB66 2/2 2006 | 45 | 41 |
| EB67 1/2 2007 | 57 | 38 |
| EB68 2/2 2007 | 48 | 25 |
| EB69 1/2 2008 | 47 | 24 |
| EB70 2/2 2008 | 47 | 27 |
| EB71 1/2 2009 | 47 | 38 |
| EB72 2/2 2009 | 48 | 33 |
| EB73 1/2 2010 | 42 | 27 |

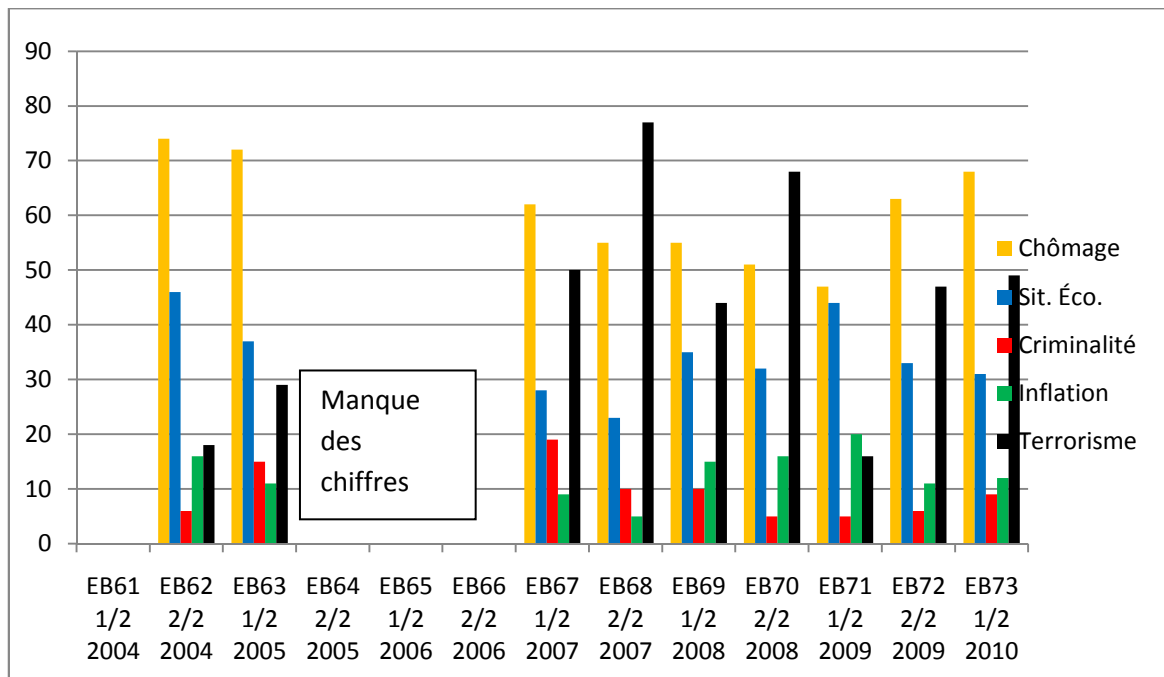
Source : Eurobaromètre Standard 61–73 . In: Opinion publique, Commission Européenne, http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb_arch_fr.htm (15. 4. 2011)

Graphe no.6: Menaces actuels les plus importants

UE

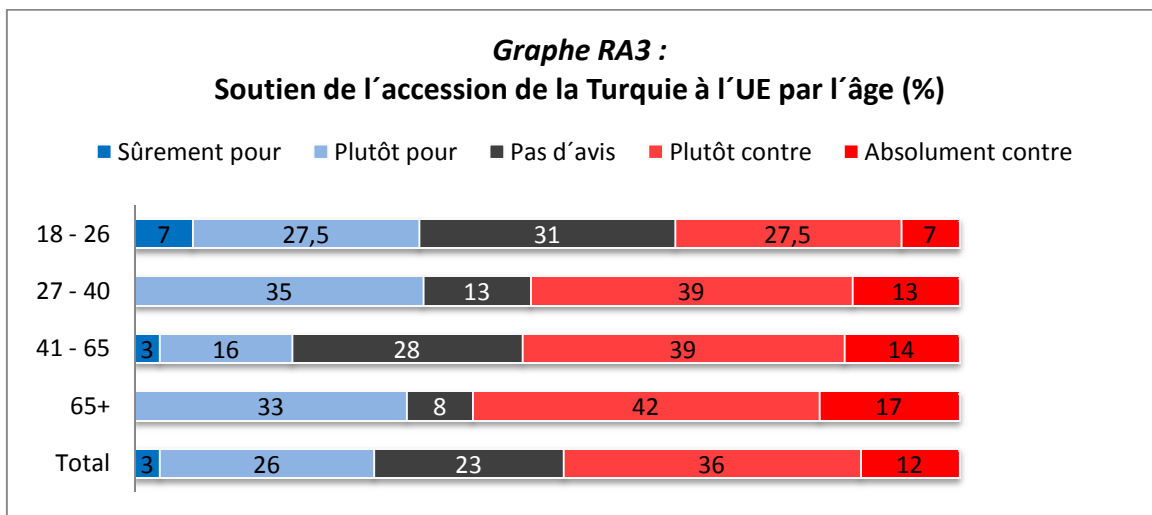
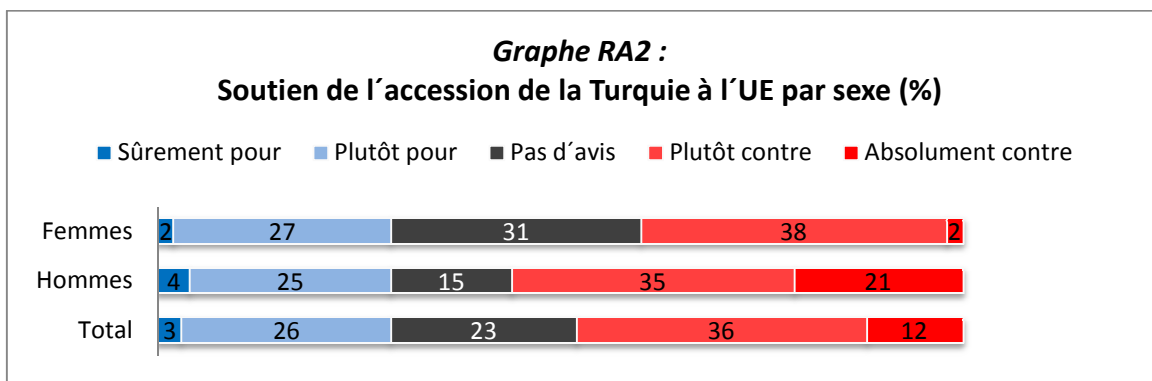
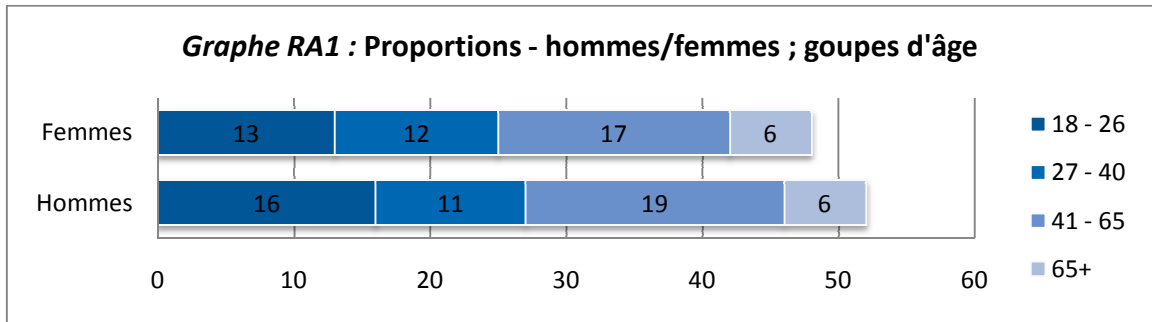


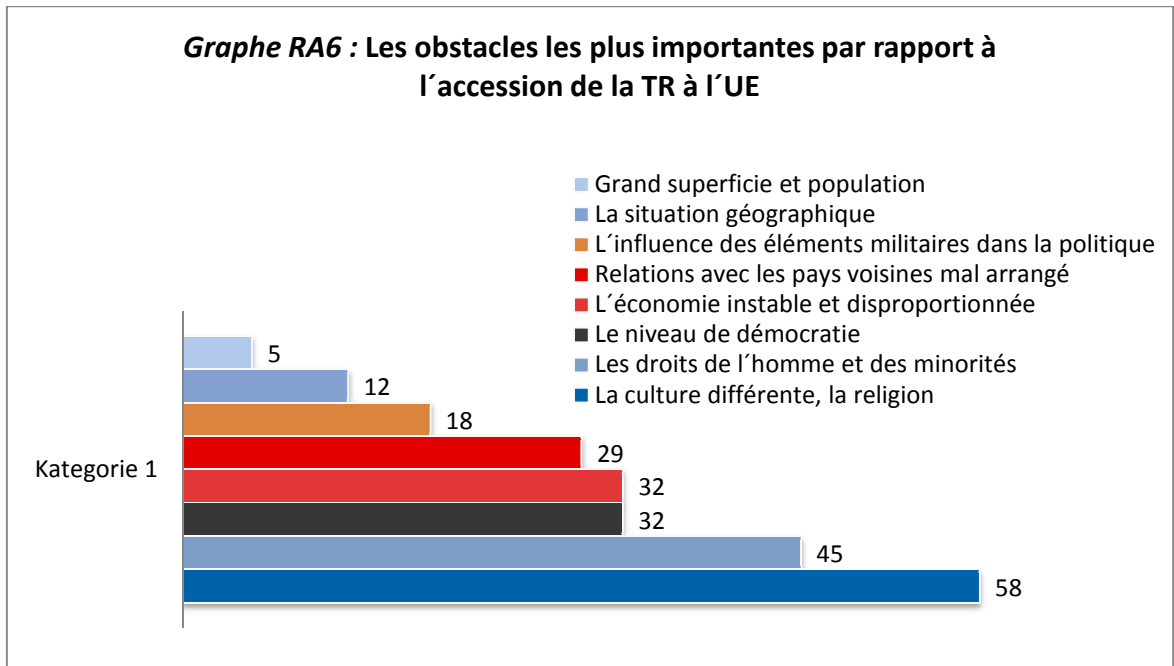
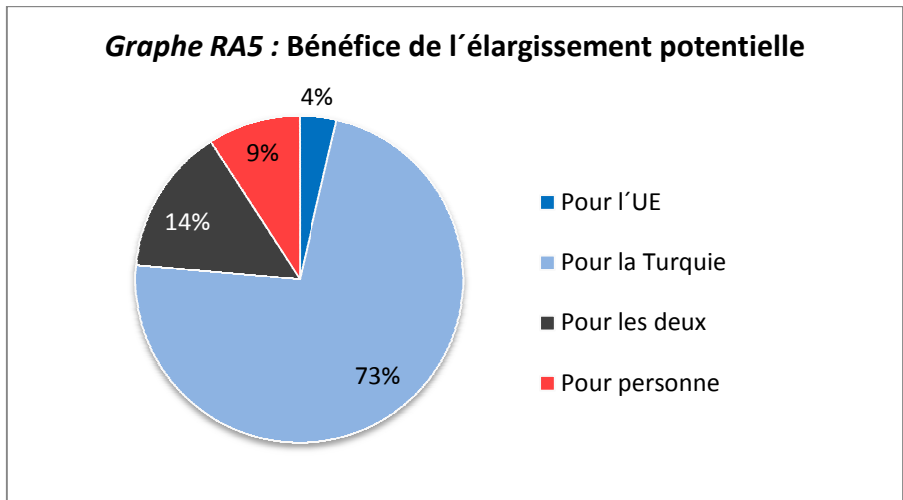
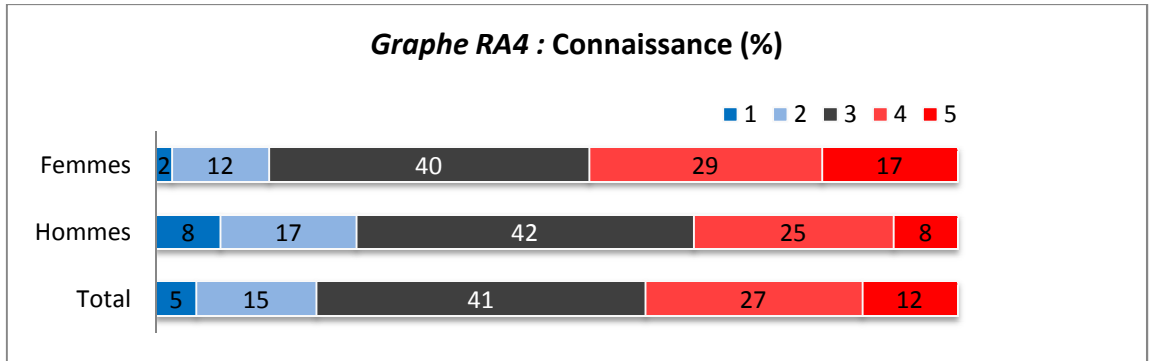
TR



Source : Eurobaromètre Standard 61–73 . In: Opinion publique, Commission Européenne, http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb_arch_fr.htm (15. 4. 2011)

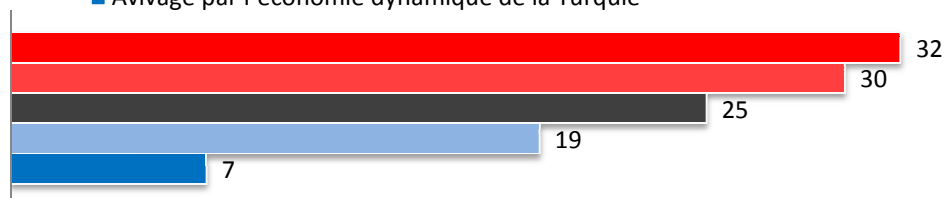
Graphes liés à la recherche de l'auteur





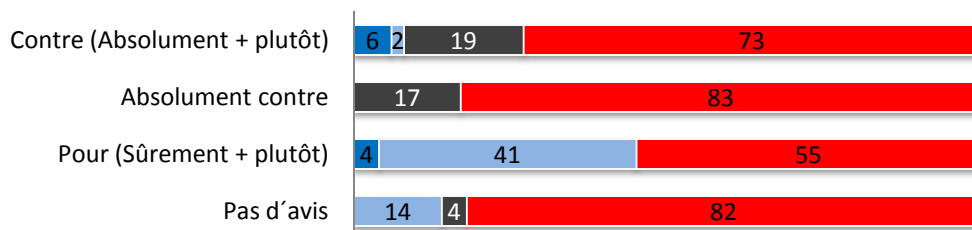
Graphe RA7 : Conséquences positives de élargissement potentiel

- Aucun
- La diminution de la dépendance énergétique à la Russie
- Les mêmes intérêts de politique étrangère à la région Proche Orient
- Confirmation de l'idée européenne unité dans la diversité (multiculturalisme)
- Avivage par l'économie dynamique de la Turquie



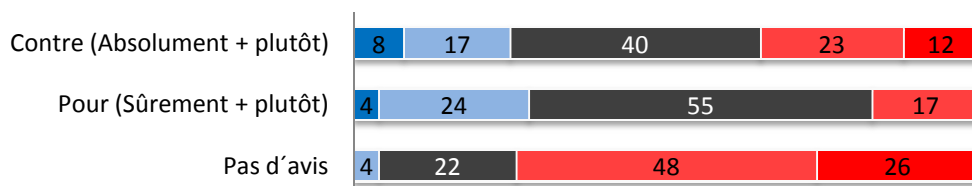
Graphe RA8 : Soutien / Bénéfice

- Bénéfice pour l'UE
- Bénéfice pour les deux
- Bénéfice pour personne
- Bénéfice pour la TR



Graphe RA9 : Soutien / Connaissance

- 1
- 2
- 3
- 4
- 5



Liste des Annexes

Annexe no.1 : Le questionnaire utilisé sur la recherche (version française)

Annexe no.2 : Le questionnaire utilisé sur la recherche (version tchèque)

Annexe no.3 : Carte des territoires habités par les Kurds

Annexes

Annexe no.1 : Le questionnaire utilisé sur la recherche (version française)

Le questionnaire pour le mémoire sur le thème: *La Turquie comme membre de l'Union européenne*

Sur la gamme à 1 de 5 indiquez quelle est votre connaissance sur la question de l'accèsion de la Turquie à l'UE? (1 – Très bien informé/e, 5 – pas du tout informé)

(1) (2) (3) (4) (5)

Quel attribut de la Turquie est le plus grand obstacle l'empêchant de accéder à l'UE d'après vous?

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> La situation géographique | <input type="checkbox"/> La culture différente, la religion |
| <input type="checkbox"/> L'économie instable et disproportionnée | <input type="checkbox"/> Grande superficie et population |
| <input type="checkbox"/> Les droits de l'homme et des minorités | <input type="checkbox"/> Relations avec les pays voisines mal arrangé |
| <input type="checkbox"/> L'influence de la présence militaires dans la politique | <input type="checkbox"/> Le niveau de démocratie |

Quelle conséquence de l'élargissement potentiel désigneriez vous comme positive sans doute pour l'UE?

- La diminution de la dépendance énergétique à la Russie
- Confirmation de l'idée européenne *unité dans la diversité* (multiculturalisme)
- Les mêmes intérêts de politique étrangère que pour la région Proche Orient
- Animation par l'économie dynamique de la Turquie
- Aucun

Pour quelle partie l'élargissement est-il plus profitable?

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Plus profitable pour l'UE | <input type="checkbox"/> Plus profitable pour la Turquie |
| <input type="checkbox"/> Profitable pour les deux | <input type="checkbox"/> Profitable pour personne |

Vous êtes pour ou contre l'accèsion de la Turquie à l'UE?

- Sûrement pour Plutôt pour Plutôt contre Absolument contre Je n'ai pas d'avis

Age: 18 – 26 27 – 40 41 – 65 plus de 65

sexe: homme femme

Dégré d'étude: primaire secondaire supérieur

Taille de la commune:

jusqu'à 10 000 hab. 10 000 – 50 000 hab. plus que 50 000 hab.

État:

Région:

Dotazník k bakalářské diplomové práci na téma: *Turecko jako člen Evropské unie*

**Na stupnici 1-5 vyznačte, jaké je vaše povědomí o otázce přijetí Turecka do Evropské unie?
(1- Velmi dobrá informovanost, 5- Nikdy jsem neslyšel o tomto problému)**

(1) (2) (3) (4) (5)

Vyberte atributy/problémy Turecka, které jsou podle vás zásadní překážkou bránící jeho vstupu do EU?

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Geografická poloha | <input type="checkbox"/> Odlišná kultura, náboženství |
| <input type="checkbox"/> Nestabilní a disproporční ekonomika | <input type="checkbox"/> Velká rozloha a početná populace |
| <input type="checkbox"/> Lidská práva a práva menšin | <input type="checkbox"/> Neurovnané vztahy se sousedními státy |
| <input type="checkbox"/> Vliv vojenských složek v politice | <input type="checkbox"/> Úroveň demokracie |

Který důsledek potenciálního rozšíření by jste označili jako jednoznačně pozitivní pro EU?

- Snížení energetické závislosti EU na Rusku (ropa, plyn)
- Potvrzení evropské myšlenky *Jednota v rozmanitosti* (multikulturalismus)
- Společné zahraničně-politické zájmy v blízko-východním regionu
- Oživení dynamickou tureckou ekonomikou
- Žádný

Pro kterou stranu je podle vás rozšíření výhodnější?

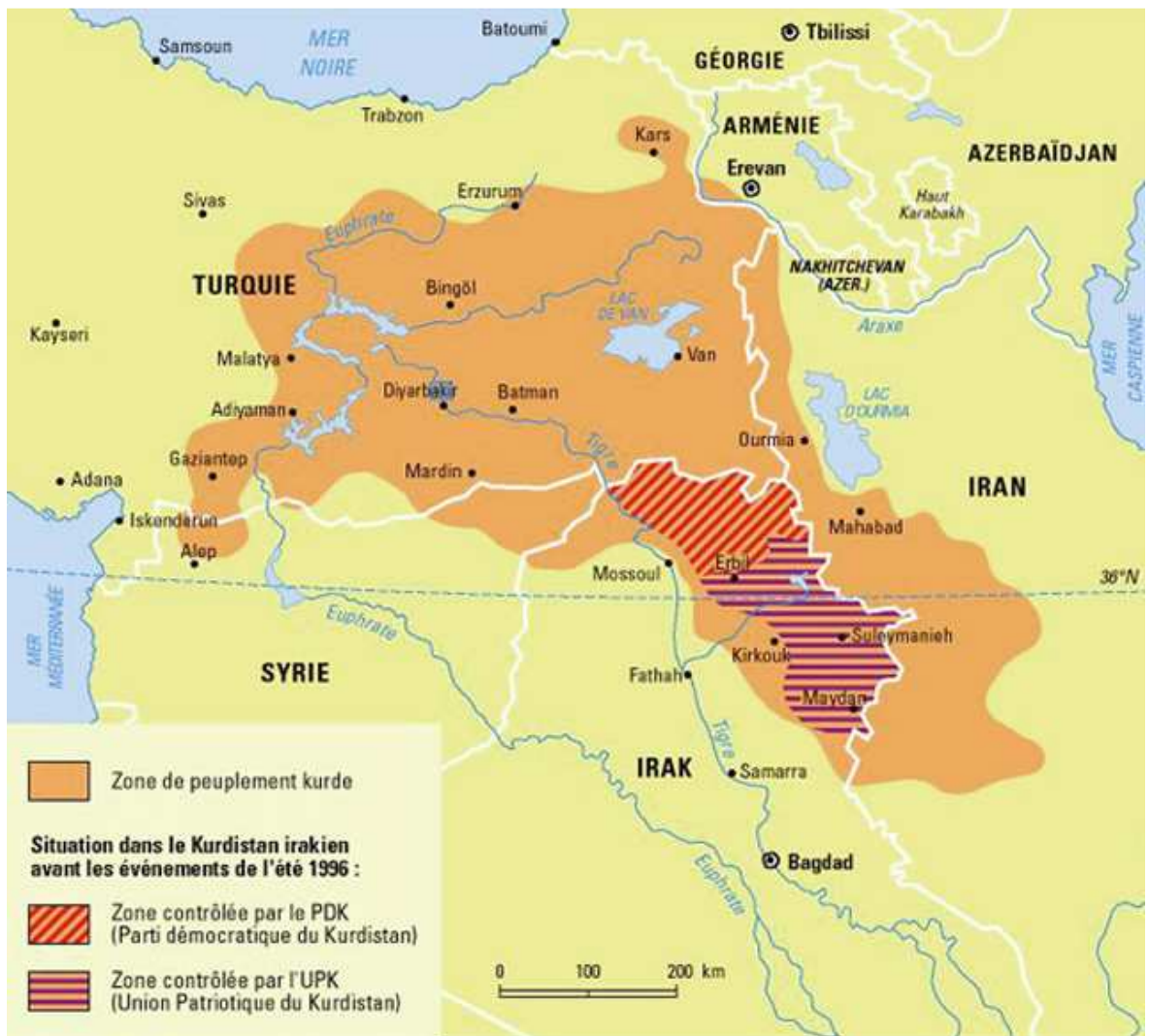
- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Výhodnější pro EU | <input type="checkbox"/> Výhodnější pro Turecko |
| <input type="checkbox"/> Výhodné pro oba | <input type="checkbox"/> Nevýhodné pro nikoho |

Jste pro/proti přistoupení Turecka do EU?

- | | | | | |
|-------------------------------------|------------------------------------|--------------------------------------|---|--------------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Určitě pro | <input type="checkbox"/> Spíše pro | <input type="checkbox"/> Spíše proti | <input type="checkbox"/> Razantně proti | <input type="checkbox"/> Nemám názor |
|-------------------------------------|------------------------------------|--------------------------------------|---|--------------------------------------|

| | | | | |
|---------------------------|--|--|---|---------------------------------|
| Věk: | <input type="checkbox"/> 18 – 26 | <input type="checkbox"/> 27 – 40 | <input type="checkbox"/> 41 – 65 | <input type="checkbox"/> nad 65 |
| Pohlaví: | <input type="checkbox"/> muž | <input type="checkbox"/> žena | | |
| Dosažené vzdělání: | <input type="checkbox"/> základní | <input type="checkbox"/> střední | <input type="checkbox"/> vyšší | |
| Velikost obce: | <input type="checkbox"/> do 10 000 ob. | <input type="checkbox"/> 10 000 – 50 000 ob. | <input type="checkbox"/> nad 50 000 ob. | |
| Stát: | | Kraj: | | |

Annexe no.3 : Carte des territoires habités par les Kurds



Source: *The Kurds, a people divided*. In: *Le monde diplomatique*, septembre 1996,
<http://mondediplo.com/maps/kurds1996> (28. 4. 2011)